DIALOGUE GLOBAL

4.1

4 numéros par an, en 14 langues

NEWSLETTER

Association Internationale de Sociologie

Simon Clarke – Une collaboration stimulante

La vocation de la sociologie

Alain Touraine, Kalpana Kannabiran

La transition démocratique au Chili

Manuel Antonio Garretón

Social-démocratie en Uruguay

Felipe Arocena, Adriana Marrero et Leandro Pereira, Marcos Supervielle et Mariela Quiñones, Diego Piñeiro

Montée en puissance de la droite hongroise

György Csepeli, Eszter Bartha, György Lengyel

- **Les femmes mineurs en Afrique du Sud**
- **La culture du portable en Côte d'Ivoire**
- **Conférence de l'Association européenne de Sociologie**
- **Déclaration finale de l'ALAS**
- **Transformations sociales et ère numérique**
- **L'équipe éditoriale de *Dialogue Global* en russe**

DG VOLUME 4 / NUMÉRO 1 / MARS 2014
http://isa-global-dialogue.net

> Éditorial

Réactions face au néolibéralisme

Nous vivons dans un monde néolibéral où les marchés gagnent toujours plus de terrain et de pouvoir. Rien n'échappe au marché lorsqu'il pénètre sur des territoires jusque-là protégés. Autrefois une activité créatrice, le travail devient une source de survie toujours plus incertaine. Autrefois un moyen d'échange, l'argent devient le moyen de faire plus d'argent grâce à des emprunts et des paris sur les emprunts, avec pour résultat de riches créanciers d'un côté et des débiteurs appauvris de l'autre. Autrefois source de vie, la nature (la terre, l'eau, l'air) est soumise aux forces destructrices du capitalisme et devient une marchandise cher payée, ce qui encourage les expropriations brutales. Autrefois bien public, le savoir est maintenant vendu au plus offrant, qu'il s'agisse d'étudiants en quête de titres universitaires ou d'entreprises en quête de travaux de recherche subventionnés. La marchandisation de chaque facteur de production alimente la marchandisation de l'ensemble des facteurs de production. Il semble qu'il n'y ait pas de limites à l'extension du marché.

Cependant les marchés génèrent des forces contraires, qu'il s'agisse de mouvements sociaux et/ou de régulations par l'État. Ce numéro contient quatre articles sur la réponse socialiste de l'Uruguay aux dilemmes de la marchandisation au niveau mondial : une politique de redistribution initiée et dirigée par de puissants syndicats ; une politique sociale qui a conduit à la légalisation de l'avortement, du mariage des homosexuels et du cannabis ; le maintien d'un important système d'enseignement public. À l'inverse, le capitalisme a envahi l'agriculture, transformant le secteur agricole en un vecteur d'accumulation du capital. Élu pour un second mandat, le front socialiste élargi qui inclut d'anciens membres du mouvement de guérilla des Tupamaros, a poursuivi le mandat populaire qu'il a reçu pour mettre en œuvre la social-démocratie – une trajectoire bien différente de celle du Chili conservateur. Malgré l'extension d'un socialisme issu des urnes en Argentine, au Brésil, en Équateur, au Venezuela et en Bolivie, la social-démocratie en Uruguay se distingue à la fois par son caractère humaniste et sa réussite.

Si l'Uruguay est un cas particulier en Amérique latine, alors la Hongrie est aussi un cas particulier à l'intérieur de l'ancien bloc soviétique – du fait non de son socialisme mais de son populisme autoritaire, qui constitue une réponse différente aux pouvoirs destructeurs du marché. Trois articles sur la Hongrie décrivent la montée d'un État-mafia dirigé par un Viktor Orban adepte de l'autoglorification, si différent du Président de l'Uruguay, José Mujica, qui mène une vie des plus modestes. Les élites politiques hongroises, toujours plus distantes et sans scrupules, restreignent la démocratie et le débat public, discréditent l'idée de classe comme étant une dénaturation communiste alors même que les distinctions de classe deviennent de plus en plus évidentes, et cultivent un national-chauvinisme dirigé contre les Juifs et les Roms en même temps qu'ils accusent l'Union européenne d'être responsable des difficultés économiques du pays.

Deux pays avec une histoire économique et politique très différente répondent à la même incitation néolibérale par des stratégies politiques divergentes. Mais la social-démocratie ou l'autoritarisme populiste sont-ils à même d'inverser la dynamique de la marchandisation qui règne pratiquement sans entrave sur notre planète ? Le revirement par rapport au néolibéralisme exige-t-il un contre-mouvement non seulement au plan national mais à une échelle mondiale, et quel aspect cela prendra-t-il ? Un tel contre-mouvement mondial constituerait-il un facteur d'expansion ou de contraction des libertés ? Est-ce du domaine du possible ou allons-nous vers une autodestruction collective inéluctable ?

> *Dialogue Global* est disponible en 14 langues sur le site web de l'ISA

> Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu

Simon Clarke *est ici interviewé par deux de ses anciens étudiants au sujet de l'extraordinaire collaboration qu'il a développée avec de jeunes et prometteurs sociologues russes et qui est à l'origine d'une profusion d'études de cas pendant et après le passage à l'économie de marché.*

Alain Touraine, *sociologue de renommée internationale, revient sur les origines de ses théories et de sa méthodologie novatrices, méthodologie désormais largement utilisée dans l'étude des mouvements sociaux, et livre une réflexion sur son évolution récente vers un certain pessimisme.*

Kalpana Kannabiran, *sociologue d'une envergure considérable et activiste indienne, traite de la symbiose potentielle entre la sociologie et l'étude critique du droit dans la recherche de la justice sociale.*

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Responsables d'édition : Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :
Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :
Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoğlu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :
Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :
Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Celia Arribas, Rafael de Souza.

Colombie :
María José Álvarez Rivadulla, Sebastián Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo, Katherine Gaitán Santamaría.

Inde :
Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Ritu Saraswat, Uday Singh.

Iran :
Reyhaneh Javadi, Hamidreza Rafatnejad, Saghar Bozorgi, Najmeh Taheri.

Japon :
Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwadate, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe, Yuko Hotta, Yusuke Kosaka, Shuhei Naka, Kiwako Kase, Misa Omori, Kazuhiro Kezuka.

Pologne :
Krzysztof Gubański, Kinga Jakieła, Kamil Lipiński, Przemysław Marcowki, Karolina Mikołajewska, Mikołaj Mierzejewski, Adam Müller, Karolina Fiut, Patrycja Pendrakowska, Nastazja Stoch, Teresa Teleżyńska.

Roumanie :
Cosima Rughiniş, Ileana-Cinziana Surdu, Adriana Bondor, Ramona Cantaragiu, Miriam Cihodariu, Daniela Gaba, Angelica Helena Marinescu, Cătălina Petre, Mădălin Rapan, Lucian Rotariu, Alina Stan, Balazs Telegdy, Elena Tudor, Cristian Constantin Vereş.

Russie :
Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Elena Nikiforova, Asja Voronkova.

Taïwan :
Jing-Mao Ho.

Turquie :
Aytül Kasapoğlu, Nilay Çabuk Kaya, Günnur Ertong, Yonca Odabaş, Zeynep Baykal, Gizem Güner.

Consultants médias : Gustavo Taniguti, José Reguera.

Consultante éditoriale : Abigail Andrews.

> Dans ce numéro

Éditorial : Réactions face au néolibéralisme **2**

Une collaboration stimulante avec des sociologues russes
Entretien avec Simon Clarke, Royaume-Uni **4**

La vocation de la sociologie : Aller au-delà de la sociologie
Alain Touraine, France **8**

La vocation de la sociologie : Un dialogue entre le droit et la sociologie
Kalpana Kannabiran, Inde **11**

Les défis de la transition démocratique
Entretien avec Manuel Antonio Garretón, Chili **14**

> SOCIAL-DÉMOCRATIE EN URUGUAY

L'Uruguay, à l'avant-garde de l'Amérique latine
Felipe Arocena, Uruguay **17**

L'enseignement public en Uruguay est-il vraiment public ?
Adriana Marrero et Leandro Pereira, Uruguay **19**

Le miracle uruguayen : Redistribution des revenus et essor du syndicalisme
Marcos Supervielle et Mariela Quiñones, Uruguay **22**

Révolution agraire en Uruguay
Diego E. Piñeiro, Uruguay **24**

> MONTÉE EN PUISSANCE DE LA DROITE HONGROISE

Hongrie : L'essor d'une société-mafia
György Csepeli, Hongrie **26**

Le sort des classes dans la Hongrie d'aujourd'hui
Eszter Bartha, Hongrie **28**

De l'(ir)responsabilité des élites
György Lengyel, Hongrie **30**

> NOTES SUR LE TERRAIN

Afrique du Sud : Les femmes mineurs et l'autre « moi » sous terre
Asanda Benya, Afrique du Sud **33**

Côte d'Ivoire : Le pouvoir symbolique du téléphone portable
Jordanna Matlon, France **36**

> COMPTES RENDUS DE CONFÉRENCE

Conférence de l'Association européenne de Sociologie
Jennifer Platt, Royaume-Uni **38**

Déclaration finale
Adoptée au XXIXe Congrès de l'Association latino-américaine de Sociologie, Chili **40**

Transformations sociales et ère numérique
Elisa P. Reis, Brésil **42**

L'équipe éditoriale de *Dialogue Global* en russe
Elena Zdravomyslova, Russie **43**

> Une collaboration stimulante avec des sociologues russes

Entretien avec Simon Clarke

Simon Clarke en compagnie de sociologues admiratifs de Samara.

Dans les années 80, le sociologue britannique Simon Clarke, de l'Université de Warwick, était surtout connu pour ses contributions théoriques – en particulier pour son interprétation originale de Marx et sa critique des fondements libéraux de la sociologie et de l'économie modernes. En 1990, Clarke se rend en Union soviétique – un voyage décisif qui va être à l'origine de vingt ans de recherches qui ont donné lieu à une collaboration internationale assez peu courante. Il devient alors le principal instigateur d'une nouvelle école de pensée de la sociologie russe qui étudie une société en pleine mutation. Avec son collègue Peter

>>

Fairbrother, il rassemble un réseau de chercheurs russes au sein de l'ISITO (Institute of Comparative Labour Relations Research). Là, Clarke et ses collègues russes réalisent un ensemble d'études où est analysé dans le détail l'impact des réformes économiques sur les milieux du travail et sur les ménages, et la réaction des travailleurs et des organisations de travailleurs. Il s'agissait là d'un travail d'une ampleur, d'une perspicacité et d'une originalité sans précédent, qui proposait une ferme remise en question de l'orthodoxie néo-libérale dominante. La philosophie de l'ISITO était tout aussi remarquable. Si les organisations soviétiques se caractérisaient par l'esprit de hiérarchie et de subordination, à l'ISITO, Simon Clarke a su encourager un esprit de collaboration fondé sur la confiance, l'amitié et l'enrichissement mutuel. Il est ici interviewé par deux de ses anciens étudiants, Sarah Ashwin, qui enseigne à la London School of Economics, et Valery Yakubovich, qui enseigne à l'ESSEC (France).

Valery : À partir de la fin des années 80, beaucoup de sociologues occidentaux se sont rendus en Union soviétique pour observer une « expérience naturelle » de transformation sociale. Cependant, peu voire aucun d'entre eux n'ont créé de nouvel institut de recherche. Comment en as-tu eu l'idée ?

SC : En mars 1990, Annie Phizacklea et moi-même avons emmené en Russie un groupe d'étudiants de l'Université de Warwick. J'ai tout de suite été enthousiasmé par la multitude de possibilités nouvelles qui semblaient s'ouvrir à nous. Nous avons par hasard fait la connaissance de Svetlana Natalushko, qui avait repris la direction de la « Formation avancée en Sociologie » créée par Galina Mikhalyova à *l'École Supérieure du Komsomol* (qui avait été rebaptisée Institut de la Jeunesse) à l'attention des jeunes sociologues en provenance des différentes régions de Russie. En l'absence d'élections démocratiques, les enquêtes d'opinion étaient devenues un outil important pour les nouveaux organismes sociaux qui étaient nés pendant la perestroïka (et pour le Parti et les organisations syndicales qui tentaient de conserver leur pouvoir), c'est pourquoi de nombreux activistes espéraient pouvoir enrichir leur savoir sociologique et sont venus à Moscou étudier la sociologie dans un environnement relativement progressiste. En décembre, j'étais à nouveau invité pour donner une semaine de cours, et parmi les étudiants, se trouvaient Vadim Borisov et Olga Rodina, qui allaient par la suite devenir des piliers de l'ISITO. Au mois de mars suivant, Peter Fairbrother et moi-même sommes revenus avec un groupe d'étudiants et nous avons rencontré d'autres jeunes sociologues, notamment toi, Valery Yakubovich, Vladimir (« Volodya ») Ilyin et Petr Bizyukov, et nous avons fait des visites fascinantes sur place et participé à des réunions avec des activistes du mouvement alternatif ouvrier.

À cette époque-là, effectivement, beaucoup de sociologues occidentaux ont commencé à faire des recherches en Union soviétique, mais la plupart se sont contentés de sous-traiter leur travail sur le terrain à des instituts de recherche soviétiques, à des organismes d'enquête spécialisés ou à des étudiants diplômés, qui étaient à même d'apporter une masse de données quantitatives bon marché (la recherche qualitative étant considérée comme non scientifique en Union soviétique) et des comptes rendus tirés d'anciens travaux de recherche recyclés pour l'occasion. De notre côté, l'analyse de données de deuxième main, à la fiabilité douteuse, ne nous intéressait guère : nous voulions mener nos propres recherches. Le temps et la langue constituaient des obstacles évidents, mais Vadim, Volodya et Olga nous ont aidés en faisant office d'interprètes et de collaborateurs pour réaliser les entretiens, et nous avions d'ores et déjà un noyau dur de chercheurs intéressés par notre travail pour réaliser des études de cas ethnographiques. L'année suivante, nous avons parcouru la Russie à quatre reprises avec Vadim et Volodya pour mener des études pilotes, réaliser des entretiens avec des activistes du mouvement ouvrier et chercher d'éventuels collaborateurs. À ceux que nous rencontrions, nous expliquions que nous cherchions des collaborateurs pour réaliser des recherches ethnographiques mais que nous n'avions pas de financement. Cela a suffi à faire le tri entre ceux qui avaient un intérêt purement financier à collaborer à la recherche et ceux qui voulaient réellement participer au projet en tant que tel. Nous avons fini par créer des équipes de recherche à Moscou, Syktyvkar, Samara et Kemerovo, avec des personnalités aussi remarquables que Vadim Borisov, Vladimir Ilyin, Irina Kozina, Petr Bizyukov et Veronika Kabalina.

Par la suite, nous avons formé des équipes de recherche à Perm, Iekaterinbourg, Saint-Pétersbourg, Ulyanovsk et Ivanovo. La cohésion de l'ensemble du programme s'est maintenue grâce aux liens d'amitié et à l'investissement des équipes et de ceux qui les dirigeaient, en marge de toute structure institutionnelle, mais nous avons toujours insisté auprès de nos collaborateurs sur le fait que cet espace d'organisation informelle qui était né à la faveur de la désintégration de l'URSS et de ses institutions ne perdurerait pas et qu'il leur fallait créer un ancrage institutionnel dans leurs régions, tandis qu'il nous fallait trouver une identité institutionnelle pour formaliser notre collaboration. Finalement, après de nombreuses embûches bureaucratiques, nous avons créé l'Institut de Recherche comparative sur les relations du travail (ISITO), un organisme social non lucratif, avec tout l'attirail qui va avec : comptes bancaires, comité de gestion, directeur, comptable, et assujettissement aux autorités fiscales. Pourtant, dans la pratique, l'ISITO a continué à fonctionner comme un réseau informel fondé sur l'amitié, la collaboration et l'intérêt pour la recherche.

Sarah : Comme tu l'as fait remarquer, la recherche qualitative était considérée comme non scientifique en Union soviétique. Mais alors les membres de l'ISITO avaient-ils une quelconque expérience de l'ethnographie, ou a-t-il fallu les former ?

>>

Valery : D'après mes souvenirs, malgré sa réputation « non scientifique », la recherche qualitative a été accueillie avec enthousiasme en Russie au début des années 90. À ton avis, quels sont les éléments qui t'auraient manqué sans l'apport d'une approche qualitative ?

SC : Au début, lorsque nous avons mis en place notre programme de recherche, nous avons échangé nos vues avec de nombreux sociologues à Moscou. Ils insistaient sur le fait que dans les différentes régions de Russie, il n'y avait pas de sociologues mais seulement des *field researchers*, des « chercheurs sur le terrain ». La sociologie était alors divisée entre les *social philosophers*, les adeptes de la philosophie sociale, et les *social researchers*, les chercheurs en sciences sociales. Les *social philosophers*, qui se considéraient comme les seuls véritables sociologues, avaient réalisé une transition progressive de la pensée marxiste-léniniste à la philosophie sociale occidentale, mais n'avaient aucunement l'intention d'évaluer la validité empirique de l'une ou de l'autre. Pour les *social researchers*, si les méthodes qualitatives (dites « douces ») pouvaient certes avoir une certaine valeur heuristique, seules les méthodes quantitatives (dites « dures ») étaient véritablement scientifiques. Quoiqu'il en soit, les sociologues de la nouvelle génération que nous rencontrions, en particulier ceux en provenance des différentes régions de Russie, manifestaient un réel intérêt pour les méthodes qualitatives. C'était en partie une question de moyens, car en dehors des instituts de recherche moscovites, il y avait peu de fonds pour financer les travaux de recherche quantitative, alors que quiconque pouvait faire de la recherche qualitative à partir du moment où il y consacrait du temps. Mais ils étaient également désabusés face au fétichisme et à la politisation soviétiques de la recherche quantitative. Personne n'accordait de crédit aux données quantitatives publiées par les organismes publics pour défendre la ligne politique du gouvernement. La recherche qualitative, en partant de l'observation des gens et d'entretiens, a permis de révéler des niveaux de réalité dont les publications soviétiques n'avaient jamais rendu compte, ce qui était passionnant pour la nouvelle génération de sociologues critiques.

Au début de notre premier projet, nous avons organisé un séminaire de trois jours sur les méthodes qualitatives dans un *dom otdykha* (une résidence de vacances) du Ministère de la Radio, près de Moscou, où nous avons dormi dans des cabanes en rondins glaciales. La recherche qualitative doit être rigoureuse et systématique, tel fut le principal message que nous avons transmis à nos collaborateurs. Peter Fairbrother fit un exposé mémorable sur les aspects techniques de la recherche qualitative – l'importance d'avoir des instruments d'enregistrement adéquats et en nombre suffisant et de prendre des notes sur le terrain immédiatement après un entretien ou un travail d'observation, les aspects techniques et éthiques liés à l'enregistrement d'entretiens, etc, etc. Tous les assistants étaient très enthousiastes et ont rapidement saisi les principes de base de la recherche qualitative.

L'essentiel de nos recherches reposait sur des études de cas comparatives, en particulier d'entreprises industrielles. Chaque équipe de recherche était chargée de réaliser un certain nombre d'études de cas selon un calendrier préétabli. Nous organisions d'abord des séminaires, auxquels tous les chercheurs participaient, pour déterminer qui allait être interviewé, par exemple des cadres dirigeants, des chefs d'atelier, des contremaîtres et un échantillon de travailleurs ordinaires issus d'un atelier principal et d'un atelier auxiliaire, et quelles seraient les modalités d'observation, par exemple assis au bureau d'un chef d'atelier ou d'un dirigeant syndical ou en suivant un contremaître au travail. Nous avons ensuite mis au point des guides pour réaliser les entretiens, à l'attention de chaque catégorie d'informateurs, et avons préparé un modèle de rédaction du rapport pour chacune des entreprises. Ainsi, nous faisions en sorte que toutes les études de cas soient, dans la mesure du possible, réalisées sur une base comparable. Chaque rapport d'étude de cas, accompagné de la retranscription des entretiens et des notes prises sur le terrain, était distribué à toutes les équipes de recherche pour être ensuite analysé au cours de leurs réunions. Tous les trois mois, nous nous réunissions avec les chefs d'équipe pour évaluer les progrès réalisés, et une fois par an, nous organisions un séminaire de recherche avec tous les participants afin de formuler et évaluer des hypothèses au regard des rapports d'études de cas. À l'occasion du séminaire qui concluait chaque projet, tous étaient censés présenter une analyse à partir de tous les rapports d'études de cas, ce qui allait former la base des publications sur les projets, en russe et en anglais.

Sans cette approche qualitative, je doute fort que nous eussions pu accéder à une quelconque compréhension. Les gens savaient, à titre individuel, ce qui se passait dans les institutions et organisations soviétiques et russes mais ces connaissances ne se trouvaient nulle part collationnées et codifiées de manière systématique. En l'absence de recherche qualitative, on ne sait guère quelles questions poser dans une enquête ni comment interpréter les réponses ; la recherche quantitative ne peut intervenir que dans la dernière phase d'un projet, au moment où l'on cherche une base à partir de laquelle pouvoir généraliser les conclusions tirées des études qualitatives. Nous n'étions pas opposés aux méthodes quantitatives mais nous nous méfiions des données quantitatives russes existantes, d'autant que nombre de nos collaborateurs avaient travaillé comme enquêteurs et connaissaient les astuces auxquelles les enquêteurs avaient recours. Nous avons également trouvé de graves incohérences dans les données que nous cherchions à utiliser dans nos propres recherches, y compris celles tirées des enquêtes d'opinion les plus réputées.

Ce sentiment d'insatisfaction concernant les sources existantes de données nous a incités à chercher des finance-

ments pour réaliser, sous la direction de Valery Yakubovich, notre propre enquête sur le marché du travail en 1998 dans les quatre principales régions où nous étions présents, en nous appuyant sur un échantillonnage rigoureux, un suivi des enquêteurs et un contrôle de la cohérence des données.

Sarah : Avec l'ISITO, vous avez été extrêmement productif : vous avez publié 18 livres et 55 articles pour des revues scientifiques en anglais, ainsi que quantité de publications en russe. Quels sont les résultats de vos recherches qui vous ont paru le plus intéressants ?

SC : Au départ nous nous sommes tournés vers le nouveau mouvement des ouvriers, censé montrer la voie à suivre pendant la transition, et tout au long de notre travail de recherche nous avons cherché à encourager le développement d'un mouvement ouvrier et syndical démocratique et puissant en Russie. Je crois que la plupart des résultats de nos recherches ont été plus déprimants qu'enthousiasmants. Une fois passée l'effervescence initiale qui a suivi l'effondrement de l'URSS, quand tout paraissait possible, il a fallu constater notre naïveté alors même que le néo-libéralisme balayait tout sur son passage et que la résistance aux « réformes » qui ruinaient la vie et les espoirs de la population n'était le plus souvent que symbolique, sans véritable leadership de la part des syndicats traditionnels, et alors même que les syndicats « alternatifs » plongeaient dans la corruption. Bien sûr, il y avait des individus et de petits groupes qui résistaient, mais la plupart ont été rapidement réduits à néant par la répression et/ou l'indifférence.

Si pour l'essentiel, nos recherches ont rigoureusement confirmé ce que notre expérience et nos observations passées nous laissaient déjà soupçonner, nous avons cependant eu quelques surprises. Dans le cadre de l'un de nos premiers projets, nous avons posé la question de savoir ce qui motivait les travailleurs russes. Sergei Alasheev a avancé l'hypothèse que « les travailleurs russes aiment travailler », ce qui a dans un premier temps provoqué l'hilarité, mais son exposé (publié dans *Management and Industry in Russia: Formal and Informal Relations in the Period of Transition*, 1995) a été un brillant développement de sa thèse.

D'un point de vue scientifique, la conclusion la plus intéressante à laquelle nous sommes arrivés est sans doute celle qui faisait apparaître à quel point la culture, la mentalité et les pratiques soviétiques ont été reproduites, pour le meilleur et pour le pire, dans toute une série d'institutions. Dans nos recherches, nous l'avons observé plus particulièrement au sein des syndicats, et dans les usines au niveau de la culture des cadres de direction et des ouvriers, mais on observe aussi clairement ce phénomène au niveau de la reconstitution des structures traditionnelles de l'État.

Certains des résultats les plus marquants nous ont été fournis par une enquête réalisée auprès des ménages en 1998, une enquête qui nous a apporté des données quantitatives de qualité à partir desquelles ont pu être testées diverses hypothèses. Selon l'une de ces hypothèses, avancée par Lena Varshavskaya, de Kemerovo, l'agriculture familiale n'était pas pour les pauvres une activité permettant de survivre – comme beaucoup de commentateurs l'affirmaient – car le coût en temps et en argent de cette agriculture dépassait largement les les résultats de la production agricole. Il s'agissait plutôt, conformément à la thèse de la continuité, d'une activité de loisir pour les plus riches qui illustrait bien l'éthique du travail, l'idéalisation de la nature et les traditions d'échange soviétiques.

Une autre constatation importante concernait la prédominance des déterminants institutionnels sur les déterminants du marché en matière d'écarts de salaire, ce qui appuierait la thèse traditionnelle, quoique largement tombée dans l'oubli, des spécialistes des relations du travail contre celle des économistes du travail, et, dans un même ordre d'idées, l'incapacité des économistes du travail à expliquer la répartition nationale entre travail rémunéré et non rémunéré. Pour moi, en tant qu'ancien économiste, ceci figure parmi nos conclusions les plus intéressantes car je pense que la responsabilité principale des sciences sociales aujourd'hui est de contester et décrédibiliser les prétentions scientifiques de l'économie néo-classique, afin de la montrer pour ce qu'elle est : une idéologie vide et pernicieuse.

Valery : Quelle est la situation actuelle de l'ISITO ?

SC : En tant qu'institution, l'ISITO est actuellement en cours de liquidation, essentiellement parce que les procédures administratives et financières exigées par le gouvernement russe nécessitent trop de temps et d'argent, mais les réseaux informels se maintiennent. D'une certaine manière, l'ISITO est victime de son propre succès. Ses membres sont devenus des candidats extrêmement recherchés par les universités russes pour des postes hauts placés dans la recherche et l'enseignement. La plupart ont obtenu des postes universitaires qui leur permettent de poursuivre leurs travaux. Le dernier séminaire de l'ISITO aura lieu en mars 2014, vraisemblablement en Égypte, et tous nos amis et camarades y seront conviés. Les publications de l'ISITO sont consultables sur www.warwick.ac.uk/russia. ■

> Aller au-delà de la sociologie

Alain Touraine, École des hautes études en sciences sociales, Paris, et ancien vice-président de l'ISA (1974-78)

Depuis 40 ans, **Alain Touraine** est une des figures emblématiques du monde de la sociologie. Après des débuts comme sociologue du travail, il s'est illustré comme théoricien des mouvements sociaux, ce qui l'a amené à concevoir la notion de production collective de la société par elle-même, qui est à l'origine d'une nouvelle méthodologie : l'intervention sociologique. C'est un sociologue dont l'influence est particulièrement étendue dans le monde, et qui est toujours à la recherche des mouvements sociaux qui permettront de développer la liberté et la dignité aux différents endroits de la planète. La liste est longue de ses ouvrages devenus désormais des classiques, parmi lesquels on peut citer *Le Mouvement de mai ou le Communisme utopique* (1968), *La société post-industrielle* (1969), *Production de la société* (1973), *La voix et le regard* (1978), *Solidarité : Analyse d'un mouvement social, Pologne 1980-1981* (1983, avec François Dubet, Michel Wieviorka et Jan Strzelecki), *Le retour de l'acteur* (1984) et, plus récemment, *La fin des sociétés*. Touraine a fondé son propre Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) à l'EHESS de Paris, où il a formé un grand nombre d'étudiants venus du monde entier.

Alain Touraine.

>>

Ce qui m'a d'abord et surtout porté vers la sociologie a été mon opposition à un système scolaire plus soucieux de défendre ses propres normes que de répondre aux différents besoins des jeunes. J'ai été un cas un peu à part, un élève qui n'a pas été heureux et n'a pas bien réussi à l'école, qui a fini par exceller à l'un des concours les plus prestigieux de son pays et par intégrer ainsi la fameuse École Normale Supérieure. Après deux années, j'ai quitté ce lieu merveilleux et j'ai pendant un an passé une partie de mon temps à voyager en Europe centrale et une autre à travailler comme ouvrier spécialisé dans une mine de charbon.

Georges Friedmann, principal instigateur de la toute nouvelle sociologie du travail en Europe, m'a proposé de rejoindre un groupe de sociologues qui étudiaient les transformations au travail que les nouvelles technologies avaient introduites dans différents secteurs de l'industrie. Il m'a chargé d'une étude sur le plus important constructeur automobile français, l'entreprise nationalisée Renault. J'ai passé un an et demi à étudier dans le détail les métiers et les formes d'organisation du travail dans les différentes usines de cette grande entreprise. Les résultats de cet ample projet ont été publiés en 1955 dans ce qui a été mon premier livre. Entretemps, j'ai été reçu au concours de l'agrégation d'histoire mais, grâce à Friedmann, j'ai également été sélectionné pour travailler comme chercheur en sociologie, avec une liberté totale pour monter mon propre groupe de recherche. Friedmann m'avait dit très gentiment : si vous réussissez ce difficile concours, je vous obtiendrai un poste de chercheur, et si vous échouez, je l'obtiendrai également, car nous avons besoin d'une nouvelle génération de chercheurs.

Après plusieurs années au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), j'ai passé une année aux États-Unis – Harvard, Columbia et Chicago – et une autre au Chili, où j'ai créé un centre de sociologie du travail et où, surtout, j'ai épousé une jeune biologiste chilienne. C'est à cette époque-là, alors que j'avais 34 ans, que j'ai été nommé professeur titulaire à l'École des hautes études en sciences sociales – qui s'appelait autrement à l'époque –, où j'ai passé le reste de ma vie professionnelle, à l'exception de plusieurs années en Amérique latine et de différents semestres à l'UCLA, à Berkeley et à la New School de New York.

En 1966, mon hostilité durable au système universitaire traditionnel m'a incité à rejoindre la jeune Université de Nanterre qui avait été récemment fondée près de Paris. Je ne me rendais pas compte que j'allais pendant plusieurs années être au cœur du mouvement étudiant européen qui allait rapidement se transformer en un événement culturel et politique majeur. Parmi ceux qui ont écrit sur le sujet, je pense que mon livre était le plus profondément favorable au mouvement dans la mesure où je le considérais comme l'illustration la plus marquante, après le *Free Speech Movement* [le mouvement pour la liberté d'expression] de 1964 à Berkeley, des nouveaux mouvements, qui étaient plus « culturels » que « sociaux ». En même temps, j'ai attiré l'attention sur les contradictions entre ce mouvement culturel et les vieilles idéologies marxistes, en particulier trotskiste et maoïste, qui en donnaient une interprétation politique. C'était, d'après moi, comme verser du vin nouveau dans de vieilles bouteilles. C'est pourquoi je me suis retrouvé en conflit à la fois avec les professeurs conservateurs et avec les groupes politiques « gauchistes ». Mais j'étais en parfait accord avec l'anarchiste et anti-communiste Daniel Cohn-Bendit, qui était particulièrement influent à Nanterre où j'enseignais.

Très vite, j'ai acquis la conviction que la plupart des formes de comportement collectif ne peuvent pas être définies en fonction de leur concordance ou de leur divergence avec les lois, les coutumes et les valeurs dominantes. C'est ce qui m'a amené à lancer deux initiatives différentes. La première consistait à étudier le comportement collectif par le biais de la participation – à plusieurs reprises, j'ai passé une année entière avec les membres d'un mouvement politique ou social, sans recourir à des questionnaires mais en organisant plutôt des débats réunissant non seulement les activistes et leurs partisans mais aussi leurs adversaires. C'est ainsi que j'ai étudié le mouvement étudiant dix ans après Nanterre, le mouvement anti-nucléaire, un mouvement nationaliste régional, les travailleurs syndiqués dans différents secteurs de l'économie, et – ce qui allait être notre plus grande source de satisfaction – le mouvement polonais Solidarnosc de 1980-81, et les travailleurs syndiqués des mines de charbon et de l'industrie sidérurgique au Chili. Plus récemment, avec un ami, je me suis consacré à l'étude du mouvement zapatiste au Chiapas, au sud-est du Mexique. À chaque fois, j'ai essayé de faire en sorte que ceux qui participaient aux mouvements prennent conscience au plus haut niveau possible du sens de leurs conflits.

Cette approche s'opposait clairement au courant fonctionnaliste, qui présentait les acteurs et les systèmes comme les deux faces d'une même pièce. Au contraire – et cela a constitué ma seconde initiative théorique –, j'ai acquis la conviction de plus en plus claire que la logique du système social et la logique des acteurs sociaux, ou du moins la logique de ceux dont l'action a atteint le plus haut niveau d'intervention novatrice et critique, étaient en opposition directe l'une avec l'autre. Ce que les systèmes poursuivent, c'est leur propre intégration et des ajustements aux changements externes et internes, tandis que les acteurs sociaux cherchent à gagner en liberté d'action, en autonomie, en dignité et en responsabilité. Il arrive sans doute que ces deux logiques convergent vers le même type de choix. Mais dans les sociétés où les systèmes internes de contrôle sont relativement faibles et où les conditions changent constamment, les deux logiques entrent souvent

en contradiction, malgré la création constante de nouvelles formes de manipulation de l'opinion publique. La mondialisation, en soi, accroît la complexité et, par voie de conséquence, l'émergence de multiples conflits dans tous les domaines de la vie sociale.

Chacun sait que la sociologie est née dans les sociétés industrielles, c'est-à-dire dans des sociétés dotées d'une capacité considérable à transformer leur environnement et à se transformer elles-mêmes moyennant la création de nouvelles formes de production, d'organisation, de distribution et de consommation, c'est-à-dire en ayant recours à des ressources et à des méthodes sociales et économiques. Pour la première fois, les sociétés se voyaient capables de créer et de se transformer. C'est ce que Durkheim a magnifiquement exprimé dans son principe fondateur : expliquer les faits sociaux par les faits sociaux.

Une deuxième catégorie de transformations, tout aussi importantes, se rapporte à la rationalisation et à la marchandisation qui à présent ne dominent plus seulement la production de biens : elles ont également imposé leur logique sur les communications et les représentations, de sorte que les acteurs sociaux et économiques se trouvent exclus de ces immenses nouveaux domaines. Les acteurs deviennent moins puissants, au point de ne plus posséder qu'une rationalité instrumentale.

Aujourd'hui, notre principale tâche est de comprendre les situations sociales et les acteurs sociaux qui sont profondément différents de ceux des sociétés industrielles. D'un côté, il y a la montée des régimes autoritaires ; de l'autre, en Occident, le capitalisme industriel a été remplacé, d'abord en 1929 puis à nouveau en 2007-8, par un capitalisme financier qui ne remplit aucune fonction économique si ce n'est de faire du profit par tous les moyens possibles. Les acteurs ne peuvent s'opposer à la puissance des capitaux spéculatifs et à la poursuite du seul profit qu'en défendant des valeurs éthiques universelles. Alors que le concept des droits de l'homme n'a pas stimulé l'imagination durant la longue période de l'après-guerre, on constate désormais que les droits de l'homme et la démocratie apparaissent comme les seules valeurs à même de mobiliser suffisamment de forces sociales et politiques pour s'élever contre des régimes autoritaires anti-démocratiques et le capitalisme spéculatif.

On ne peut être plus éloigné de l'identification – typique de la société industrielle – des acteurs par rapport aux systèmes. Le XXI[e] siècle a commencé en 1989, avec la chute du Mur de Berlin et les manifestations de masse sur la place Tiananmen, puis plus tard, est venu le printemps arabe. L'esprit démocratique bénéficie partout du soutien de nouvelles forces. J'ai récemment tenté d'analyser ce changement général d'orientation dans un assez long ouvrage intitulé *La fin des sociétés*, qui traite de la fin des « sociétés » qui réfléchissaient et agissaient sur elles-mêmes. Les sociologues doivent eux-mêmes admettre que la notion de société ne correspond plus au monde dans lequel nous vivons. C'est pourquoi, alors que que la sociologie elle-même pourrait bien être rebaptisée « éthique politique », les sciences sociales ne sont pas sur le point de disparaître. ■

> Un dialogue entre le droit et la sociologie

Kalpana Kannabiran, *Council for Social Development*, Hyderabad (Inde), membre du Comité du Programme de l'ISA pour le Congrès mondial de 2014 à Yokohama et membre du Comité de recherche de l'ISA sur les Femmes et la Société (RC32)

Kalpana Kannabiran est professeure de sociologie et directrice du *Council for Social Development* de *Hyderabad*, un institut de recherche indépendant financé par l'Indian Council for Social Science Research. Elle a reçu en 2003 le *Prix VKRV Rao de recherche en sciences sociales* pour ses travaux dans le domaine des aspects sociaux du droit. Elle a été membre de l'équipe fondatrice de l'Université de Droit NALSAR, où elle a enseigné pendant dix ans (1999-2009) la sociologie et le droit, et est la co-fondatrice de l'*Asmita Resource Centre for Women*, fondé en 1991. Ses travaux sont axés sur la compréhension des fondements sociaux de la non-discrimination, sur la violence à l'encontre des femmes et sur les questions liées au constitutionnalisme et à la justice sociale en Inde. Son dernier livre s'intitule *Tools of Justice: Non-Discrimination and the Indian Constitution* (Routledge, New Delhi, 2012). En 2012, Kalpana Kannabiran a reçu le *Prix Amartya Sen for Distinguished Social Scientists* pour ses travaux dans le domaine du droit.

Kalpana Kannabiran.

>>

J'ai commencé mes études de sociologie à Hyderabad à la fin des années 70 mais il ne s'agissait pas d'un choix fait en connaissance de cause. La combinaison des matières – économie, sociologie et géographie – me paraissait globalement intéressante, et présentait l'avantage de se distinguer de la littérature, de la psychologie et de la philosophie, que j'étais sûre de ne pas vouloir étudier. D'une certaine manière, c'était donc un choix par défaut. J'ai commencé au Nizam College de l'Université d'État Osmania – avant de faire mon master à l'Université de Hyderabad et enfin un doctorat de sociologie à l'Université Jawaharlal Nehru. À l'époque, les cours de licence étaient incroyablement convenus, comme c'est souvent le cas dans les universités d'État, mais il en était de même du cursus de master.

Heureusement, à partir de la licence, j'avais commencé à être étroitement associée à un groupe féministe, Stree Shakti Sanghatana, et à participer à des campagnes contre la violence conjugale et le viol. Je commençais également à en savoir plus sur les mouvements pour les libertés civiles qui faisaient campagne contre l'impunité de l'État pendant la période qui a suivi l'état d'urgence, c'est-à-dire entre 1977 et 1985. J'avais également la chance d'être aux premières loges du mouvement pour les libertés civiles puisque mon père était avocat et Président du Comité de l'Andhra Pradesh pour les Libertés civiles et allait plus tard devenir Président national de l'Union des Peuples pour les Libertés civiles, tandis que ma mère, écrivain et poétesse féministe, était très critique envers le mouvement pour les libertés civiles – ce qui ne l'empêchait pas de fournir un soutien vital aux survivants et aux dissidents politiques qui continuaient à venir chez nous. Elle était également membre de Stree Shakti Sanghatana et co-auteur de *We Were Making History: Life Stories of Women in the Telangana People's Struggle*.

Cette expérience comme témoin direct des effets de la violence étatique et de la résistance à cette violence a eu une incidence sur ma conception de la sociologie en ce qu'elle pouvait me permettre d'accéder à une compréhension différente de la société. Et à partir de ce moment, moment où j'ai commencé à m'investir sérieusement dans la sociologie, celle-ci a toujours pour moi été liée à une compréhension du droit et à un intérêt pour les idées politiques radicales. Non pas la sociologie du droit mais la sociologie et le droit, en tant que disciplines à part entière appelées à dialoguer entre elles de manière à aboutir à une compréhension plus nuancée de la justice. Par une ironie du sort, ce lien s'est trouvé de fait renforcé par la mort « accidentelle » de ma directrice de master (tout juste âgée d'une trentaine d'années) et de son mari (également enseignant au sein du même département) dans un échange de coups de feu chez eux, en présence de leur enfant de deux ans. J'étais la première – et la dernière – étudiante dont elle dirigeait les recherches, mais aussi une amie. La mésentente du couple était connue, tout comme l'état de détresse extrême dans lequel se trouvait ma directrice. Dans tous les cours sur la sociologie de la famille, rien ne me préparait à comprendre cela. Si j'ai réussi à faire face, c'est grâce à ma participation à des luttes en dehors de l'université, quoique mes professeurs aient toujours été irrités par mon « activisme ».

Mon implication dans l'action politique organisée et mon expérience du droit qui provenait des délibérations au sein des tribunaux et de stratégies interprétatives, m'ont très tôt conduite à m'intéresser à la jurisprudence, à la constitution et aux débats de l'assemblée constituante, et aux débats législatifs. Mais ce qui m'intéressait aussi, c'était explorer les possibilités d'un constitutionnalisme populaire et porteur de changement : Comment les mouvements sociaux et politiques défendent-ils la constitution devant les tribunaux et à l'extérieur ? Comment s'organisent-ils autour du constitutionnalisme ? Quelles voies législatives ces mouvements ont-ils ouvert et comment celles-ci ont-elles influer sur les mouvements selon un processus dialectique ? La *Loi de 2006 sur la Reconnaissance des Droits Forestiers des Tribus Répertoriées et Autres Habitants Traditionnels des Forêts* en est un exemple. La relation à double sens qui permet à des mouvements d'imposer le respect de la constitution à un État défaillant, et à l'État de s'appuyer sur ces mouvements afin que le bon sens prime en matière de législation et de responsabilité du gouvernement, ouvre des voies d'un grand intérêt pour la recherche, comme ce fut le cas des efforts récents qui ont abouti après décembre 2012 à une nouvelle loi sur les agressions sexuelles. En d'autres termes, si tant est que nous placions la justice au cœur de notre démarche sociologique, l'étude du droit crée des conditions propices au projet sociologique.

Étudier le droit du point de vue du sociologue ne me satisfaisait évidemment pas, parce qu'en tant que co-fondatrice, en 1991, du collectif féministe Asmita, je faisais office de conseillère pour les femmes victimes d'actes de violence conjugale ou de viol. Ni un doctorat en sociologie ni une connaissance du droit ne m'ont aidée à trouver des réponses auprès des avocats qui défendaient des causes. Afin de surmonter le handicap imposé par la barrière professionnelle, j'ai suivi des études de droit et obtenu les diplômes officiels – une licence puis un master en jurisprudence. Je ne voulais pas exercer, mais pouvais désormais pénétrer dans les tribunaux pour explorer un sens commun [constitutionnel] différent auprès d'avocats, de juges, de plaideurs, d'étudiants en droit – un sens commun qui permettait d'élargir la compréhension des droits fondamentaux, par delà les rigidités et le caractère réducteur du droit constitutionnel tel qu'il était pratiqué. Je me suis surtout efforcée de réduire la souffrance des personnes

>>

et des communautés les plus vulnérables et les préjudices dont elles étaient victimes.

D'un autre côté, j'ai été frappée de constater combien les sociologues comprenaient peu le droit, alors même que toute une série de questions sociologiques sont étroitement liées aux domaines du droit formel et du droit coutumier. Bien que les anthropologues et les sociologues occidentaux aient très tôt étudié le rapport entre le droit et la société et les étapes de son évolution – Malinowski, Durkheim et Weber en sont les exemples les plus connus –, la communauté des sociologues en Inde est à maints égards restée, tout au long de mes études et de mes premières incursions dans la recherche et l'écriture, une communauté fermée. Par exemple, une part importante de la pratique de la sociologie en Inde s'est polarisée sur la question des « castes » – et beaucoup de ces travaux ont reproduit des idéologies et des structures de domination en situant la théorie dans les limites de l'expérience des dominants et en déduisant sa logique à partir de ce point de vue. Pour changer cela, il a fallu du temps, beaucoup de temps, mais finalement, on assiste aujourd'hui à l'émergence d'une argumentation différente dans les salles de classe et dans les revues spécialisées.

Mes propres travaux se sont écartés de ces conventions. Une partie portait ainsi sur l'émergence au niveau historique de la jurisprudence pénale et sur la manière dont son développement à l'époque coloniale a conduit aux débats contemporains sur les violences sexuelles, le commerce du sexe, la peine de mort et la criminalisation de l'homosexualité et de la transsexualité. Une sociologie calibrée sur le droit permet d'explorer les considérations politiques qui influent sur la législation, les tribunaux et les stratégies interprétatives ; elle favorise une compréhension approfondie des mécanismes bien rodés à travers lesquels les idéologies de domination parviennent à infiltrer le droit procédural pour produire de la jurisprudence, allant à l'encontre des droits fondamentaux tout en semblant les défendre ; et, bien sûr, elle permet d'étudier la relation entre position sociale et accès à la justice.

Le deuxième fil conducteur de mon travail, qui est lié au premier, a été mon intérêt pour les questions concernant la violence. Tout en explorant les questions de genre, de caste, de handicap et des minorités (sexuelles et religieuses), mon travail vise avant tout à mieux comprendre le rapport entre discrimination, perte de liberté et violence. Je me suis particulièrement intéressée aux stratégies théoriques susceptibles de provoquer un tournant dans l'interprétation de la constitution par les tribunaux, en examinant par exemple les diverses formes que prend la perte de liberté pour différents groupes victimes de discrimination – l'intouchabilité (pour les castes), le contrôle sexuel (pour les femmes), le déplacement forcé (pour les tribus), la violence génocidaire et la ghettoïsation (pour les minorités religieuses) et le refus d'imposer l'accessibilité comme norme (pour les personnes handicapées). Comment l'idée de transformation sociale peut-elle s'accommoder en même temps de la violence révolutionnaire, de la non-violence de Gandhi et de l'opposition de Ambedkar au système de castes ? En qualité de père de la Constitution et de philosophe anti-castes, Ambedkar est une personnalité influente qui a été marginalisée par le milieu universitaire dominant. Comment ressusciter une histoire intellectuelle qui déboucherait sur des préoccupations d'ordre constitutionnel ?

La question de la justice – encadrée par la sociologie et le droit comme disciplines interdépendantes – génère deux idées qui sont particulièrement intéressantes : la première est l'idée d'Ambedkar selon laquelle la *moralité constitutionnelle* doit remplacer la moralité publique – un concept resté enterré pendant 60 ans avant d'être ressuscité par la Cour suprême de New Delhi en 2009 lorsqu'elle a confirmé la constitutionnalité des droits des minorités sexuelles dans le cas Fondation Naz. Ambedkar en avait seulement défini les grandes lignes. Quels sont ses contours et comment cette idée pourrait-elle être développée pour faire évoluer la place de la justice dans les sciences sociales ? Cet intérêt pour l'idée d'Ambedkar démontre l'importance d'établir des relations de l'ordre de l'impossible ou de l'inimaginable dans notre exploration de la justice. La deuxième idée-force que je trouve fascinante se rapporte à l'usage qui est fait de l'idée d'insurrection – désobéissance, caractère critique et réflexivité – pour compléter le domaine de la moralité constitutionnelle et plus généralement de la justice. Telles sont les idées qui animent les mouvements pour la transformation sociale, et qui apportent un cadre de pensée pour la lutte radicale sur différents fronts. Elles portent en elles des possibilités d'interprétations secondaires de la moralité constitutionnelle par des communautés confrontées à une injustice historique et par leurs défenseurs – interprétations qui sont par définition subversives. ■

> 40 ans après le coup d'État au Chili

Entretien avec Manuel Antonio Garretón

IIe partie: Les défis de la transition démocratique

Manuel Antonio Garretón lors de sa présentation au public du Manifeste pour une nouvelle Constitution, en juin 2013.

Nous poursuivons ici notre entretien avec Manuel Antonio Garretón pour nous intéresser plus particulièrement à l'héritage laissé par la dictature à la démocratie. En dehors de ses multiples activités universitaires, M. A. Garretón a mené une vie politique intense, à commencer par son élection comme président du syndicat des étudiants de l'Université catholique du Chili en 1964. Pendant la dictature, il a écrit et enseigné en dehors de l'université, contribuant ainsi à former de nouvelles générations qui sans cela auraient difficilement eu accès à un enseignement et une information pluralistes. Il a participé activement à la reconstruction du projet démocratique socialiste, en devenant membre du Comité central du Parti socialiste. Après la dictature, il a participé à des débats publics sur la transition vers la démocratie, a été conseiller auprès du premier ministre de l'Éducation, rapporteur de la Commission pour la Culture et membre de la Commission pour l'Enseignement supérieur. Ces dernières années, il s'est investi dans la mise en œuvre d'une nouvelle Constitution. Son parcours politique a toujours été éclairé par l'approche intellectuelle du sociologue.

MB : Dans la première partie de cet entretien (GD3.5), vous parliez des échecs de Salvador Allende et de l'Unité populaire (Unidad Popular), en particulier des échecs théoriques qui ont contribué à entraîner leur chute. Passons maintenant à la chute de la dictature. Comment cela a-t-il pu être possible ? Comment cela s'est-il passé ?

MAG : Il faudrait commencer par clarifier un point : ce ne sont pas les échecs ou les problèmes de l'Unité populaire qui ont provoqué sa chute mais la conspiration de la droite civile et l'intervention des militaires, le tout avec le soutien des États-Unis. En 1980, la dictature a adopté une toute nouvelle Constitution qui a été à l'origine de deux régimes politiques : l'un de 1980 à 1988, et l'autre après 1988. Le premier a consisté en une cristallisation de la dictature, mais avec une Constitution. Le second était censé être un régime civil strictement autoritaire avec veto des militaires, ce qu'on appelle une démocratie restreinte, ou une démocratie protégée – ou un quelque autre nom. Mais pour passer d'un régime à l'autre, et pour maintenir le même dirigeant au pouvoir – en l'occurrence, Pinochet –, la mise en place d'un certain dispositif était nécessaire.

MB : C'est à ce moment-là qu'intervient le plébiscite, n'est-ce pas ?

MAG : Oui, ils ont opté pour l'organisation d'un plébiscite, mais cela a créé un problème. L'opposition avait développé une capacité d'organisation considérable, d'abord en résistant et en gardant mobilisées les organisations et les personnes, puis en mettant en relation différents sec-

>>

teurs de l'opposition entre eux ainsi qu'avec les différents secteurs de la société, tout cela dans un contexte très mouvant de transformation structurelle, d'affaiblissement des syndicats, etc. La crise économique de 1982-83 a déclenché un cycle de mobilisation qui a eu pour effet de rassembler les gens et leur a permis de surmonter leur peur et de former une alliance politique, mais sans avoir la moindre idée de comment se débarrasser de la dictature. Parallèlement, les communistes, qui ne faisaient pas partie de l'opposition socialiste, entendaient se débarrasser de la dictature par l'insurrection. Leur tentative d'assassiner Pinochet a échoué. Jusqu'à ce que la dictature demande l'organisation d'un plébiscite pour maintenir Pinochet au pouvoir, l'opposition n'avait pas de stratégie définie. Bien que ce fût une décision difficile, elle a décidé de contester le plébiscite. Ainsi qu'un civil favorable à la dictature l'a reconnu, le plébiscite a été la grande erreur du régime car il a joué en faveur de l'opposition, et c'était la seule chose qu'ils savaient faire : gagner des élections !

Malgré toutes les ruses et les moyens de coercition dont disposait le régime, c'est l'opposition qui l'a emporté. Ainsi le stratagème qu'avait choisi la dictature pour rester en place est celui-là même qui a entraîné sa chute. Quant à l'opposition, du moment que le « non » l'emporte, il importait peu qu'elle n'ait pas de programme pour l'avenir.

MB : Se suicider, c'est une curieuse fin pour une dictature. Quelles conséquences la voie du plébiscite a-t-elle eu sur la démocratie ?

MAG : L'une des conséquences a été de se débarrasser de la dictature mais pas de son cadre institutionnel ni de son modèle économique. C'est là un point fondamental. C'est le seul pays au monde qui après une longue dictature, avec une constitution mise en place par la dictature, n'a pas instauré de nouvelle constitution. C'est le seul cas en Amérique latine de transition démocratique qui se soit faite sans assemblée constituante.

Ce n'était pourtant pas inévitable. Après avoir remporté le plébiscite puis les élections, la coalition au pouvoir, la *Concertación*, aurait pu aller plus loin pour changer le système politique, sans craindre un retour vers un régime autoritaire.

MB : Et à partir d'un tel changement dans le système politique, elle aurait pu entreprendre un changement du modèle économique néolibéral ?

MAG : On ne peut pas changer le modèle économique sans préalablement changer le modèle politique. À titre d'exemple, il n'est pas possible, selon la Constitution actuelle, de créer une entreprise d'État. N'oublions pas qu'il s'agit là du néolibéralisme le plus pur – plus pur encore que celui de Thatcher – parce qu'il a été mis en œuvre pendant la dictature. Aujourd'hui, 20 ans plus tard, il y a ce que j'appelle le piège du succès de la *Concertación*, qui a remporté 19 élections, a fait passer le PIB du pays de 5.000 à 15.000 dollars par habitant et où, aujourd'hui, – autre signe de progrès – 70% des étudiants ont des parents qui n'avaient pas fait d'études supérieures. Tout cela représente une transformation considérable.

Et donc la *Concertación* dit, regardez, nous nous en sommes pas mal sortis. C'est une remarquable réussite. Alors pourquoi faudrait-il réaliser des changements fondamentaux ? Pourquoi devrait-on changer la Constitution ? Nous avons démocratisé le Chili, ce qui a constitué, assurément, une transformation très importante. Qui plus est, ils prétendent avoir corrigé le néolibéralisme. Mais en le corrigeant, ils l'ont consolidé et ont rétabli sa légitimité. En d'autres termes, ils n'ont pas su rompre les liens de cette nouvelle société avec Pinochet, avec le modèle socio-économique de la dictature et son régime non-démocratique. Le gouvernement peut bien être démocratique, la vie politique être démocratique, mais le régime lui n'est pas démocratique.

MB : Que voulez-vous dire par là ? Que signifie avoir une politique démocratique sous un régime non démocratique ? On dirait une formule de Lénine !

MAG : Ce que je veux dire, c'est d'abord que la Constitution n'a jamais été démocratiquement approuvée. Elle n'est donc pas à l'origine légitime. Et deuxièmement, la Constitution a établi un système politique dans lequel la minorité qui soutenait la dictature avait le même poids électoral que la majorité qui y était opposée. Le mode de scrutin est tel qu'il est extrêmement difficile pour les électeurs d'élire deux candidats d'un même parti, quand bien même ce parti obtient la majorité des votes. Et donc les membres du Congrès sont toujours divisés à parts égales entre deux blocs, or pour changer la Constitution, une majorité de 75% est nécessaire. C'est donc impossible. À quoi la Constitution sert-elle après tout ? À maintenir le modèle économique. Elle contient une ligne sur le droit à la vie, et trois pages sur les droits de propriété.

MB : Qu'y a-t-il donc de si mauvais dans le modèle socio-économique ? Tous les indicateurs mentionnés précédemment semblent indiquer que c'est une réussite.

MAG : Je pense que c'est un échec complet. Rien de bon n'est dû au modèle économique. Les bons résultats sont à attribuer aux cours du cuivre, à la politique de lutte contre la pauvreté entreprise par la *Concertación*. Résoudre la crise économique ne figure pas dans le modèle économique mais dans la politique contre-cyclique du gouvernement.

MB : Le modèle n'est donc pas si mauvais que ça, il est plutôt sans effet ?

MAG : Non, non. Dans les années 70, le Chili était le deuxième pays le plus égalitaire d'Amérique latine en matière de répartition des revenus. En 2000, c'était le deuxième pays le plus inégalitaire après le Brésil (l'Uruguay restant toujours le plus égalitaire). La répartition des revenus en Suède, avant impôts, est plus inégalitaire qu'au Chili, mais après impôts, celle du Chili est l'une des pires au monde tandis que celle de la Suède est l'une des meilleures. Deuxièmement, il n'existe pas de système éducatif plus ségrégationniste que celui du Chili, que ce soit en fonction du quartier, de la classe sociale, du niveau de revenus ou de tout autre critère. Certes, il y avait moins d'étudiants en 1970, mais à l'époque 75% d'entre eux étaient dans le système public

>>

alors qu'aujourd'hui ils sont moins de 35%. Nous n'avons donc pas une société mais un marché avec quelques correctifs apportés par l'État. Il y a une importante rupture entre le monde politique et la société. Si les Chinois et le cuivre disparaissent, le pays disparaît. Le modèle est fondé sur les exportations, sur les matières premières, et sur l'endettement de la population. Le Chili a la pire réglementation du monde en matière de relations de travail. Seuls 8% des travailleurs sont régis par une convention collective. C'est le seul pays qui n'a pas de politique concernant les peuples indigènes, les Mapuche. Et c'est un pays qui affectionne les antidépresseurs.

MB : Mais ne disiez-vous pas auparavant que la pauvreté avait été éradiquée ?

MAG : Si l'on tient compte du critère d'évaluation standard, la pauvreté est passée de 50% sous la dictature à environ 15%. Mais, vous savez, des personnes qui se trouvent aujourd'hui au-dessus du seuil de pauvreté peuvent demain se retrouver en dessous. Il n'y a pas de système public de protection sociale.

MB : Bien. Vous avez exposé vos arguments. Tournons-nous à présent vers le mouvement étudiant. Dans quelle mesure reflète-t-il ces inégalités ? Et dans quelle mesure les étudiants ont-ils un projet politique qui leur est propre ?

MAG : Il y a différentes interprétations du mouvement étudiant. D'aucuns disent que c'est typiquement un mouvement des classes moyennes. Les étudiants sont mécontents parce qu'ils ont obtenu beaucoup et tout ce qu'ils veulent, c'est avoir plus encore. Le mécontentement est l'une des dimensions essentielles de tout mouvement social, mais il n'explique pas tout. Si l'on veut parler de mécontentement, alors ce sont les parents qui sont surtout mécontents car ce sont eux qui doivent s'endetter pour payer les frais de scolarité de leurs enfants.

La revendication la plus importante des étudiants a été celle en faveur de l'enseignement public, qui comprend trois éléments. Premièrement, le système d'enseignement public doit être majoritaire et hégémonique. L'enseignement privé a droit à une place, mais celle-ci doit être réglementée. Deuxièmement, la loi doit interdire les établissements d'enseignement à but lucratif, et mettre fin au système actuel dans lequel l'État subventionne les bénéfices que réalisent les entrepreneurs privés au sein du système scolaire et même de l'enseignement supérieur. La troisième revendication est en faveur d'un enseignement supérieur public gratuit et sans subventions accordées à l'enseignement supérieur privé.

Mais l'on ne peut pas rendre l'enseignement gratuit pour tous sans une réforme fiscale en profondeur. Les enfants de la bourgeoisie ne peuvent bénéficier, comme tout le monde, d'un enseignement universitaire gratuit qu'à la condition de payer des impôts élevés pour cela. Cela revient à changer le modèle économique, lequel à son tour impose de changer le système politique.

MB : Vous voulez donc dire qu'il s'agit d'une revendication révolutionnaire ?

MAG : Je la qualifie de revendication fondatrice, différente des revendications en faveur de meilleures conditions. Il me semble que le mouvement étudiant au Chili joue le même rôle – sans avoir accès au gouvernement ni aux partis – que les mouvements au Venezuela et en Bolivie, à savoir celui de rompre la relation entre l'État et la société héritée des dictatures. Et donc dans ce sens, oui, c'est une revendication « révolutionnaire », mais ce n'est pas révolutionnaire du point de vue de la méthode. L'autre aspect fondateur du mouvement étudiant est qu'il s'agit à mon avis du premier mouvement social de l'histoire contemporaine du Chili qui ne repose pas sur cette imbrication historique avec le système politique que j'ai mentionnée précédemment.

MB : L'enseignement privé repose donc sur un modèle économique qui ne peut être changé sans changer la Constitution et le système politique qui lui est associé, et un tel changement, à son tour, exige de refonder la relation entre le monde politique et la société. Mais qui serait à même d'engager cette rupture – celle-là même qui est déjà intervenue au Brésil, au Venezuela et en Bolivie –, qui nous mènerait d'une société de marché de l'après-Pinochet vers une société plus démocratique

MAG : Au Chili, tous les projets historiques se sont réalisés grâce au lien entre les partis et les mouvements sociaux : « industrialisation » par le front populaire (communistes, socialistes et radicaux), « réforme agraire » par la démocratie chrétienne (Église et mouvements de paysans), « socialisme » par l'Unité populaire (socialistes, communistes et d'autres partis). La lutte contre la dictature a été le fait de la *Concertación* et du Parti communiste, mais aujourd'hui, cette alliance n'est pas suffisante pour apporter la démocratie, qui passe par un rétablissement du lien avec les mouvements sociaux. À certains moments, cela a semblé possible, mais cela a échoué. Une nouvelle possibilité s'ouvre désormais après la récente élection de Michelle Bachelet à la présidence. Elle a été élue à une large majorité, et le premier point de son programme concerne une nouvelle Constitution. La conjonction de sa promesse et de l'actuelle mobilisation sociale pourrait bien déclencher un processus démocratique, participatif et institutionnel en faveur de la constitution qui pourrait commencer par un plébiscite. Une nouvelle constitution démocratique et une assemblée constituante permettraient d'établir de nouveaux liens entre le monde politique et la société, avec la création de nouveaux partis, etc.

MB : Manuel Antonio, voilà qui est épatant : vous avez réussi à couvrir les 40 dernières années depuis le coup d'État ! Cela a été très instructif pour moi, et le sera aussi pour nos lecteurs. Un grand merci. ■

> L'Uruguay, à l'avant-garde de l'Amérique latine

Felipe Arocena, Université de la République, Montevideo (Uruguay)

Une manifestation en faveur de la légalisation du cannabis devant le siège du Parlement à Montevideo.

L'Uruguay, petit pays de trois millions d'habitants, a créé la surprise en votant deux lois en 2013 : l'une autorisant le mariage entre personnes du même sexe et l'autre légalisant le cannabis. Si l'on y ajoute une troisième loi adoptée en 2012 qui dépénalise l'avortement, il ne serait pas faux de dire que le pays se situe désormais à l'avant-garde de l'Occident.

Suivant l'article un de la *Loi uruguayenne sur le mariage pour tous*, « le mariage civil est une union permanente, en application de la loi, de deux personnes de sexe opposé ou de même sexe ». En août 2013, en vertu de cette nouvelle loi, a eu lieu le premier mariage entre deux hommes, suivi d'autres mariages aussi bien entre hommes qu'entre femmes. Mis à part l'Uruguay, deux autres pays sud-américains voisins ont une législation semblable : le Brésil et l'Argentine. Outre ces pays, seuls douze autres pays dans le monde reconnaissent officiellement le mariage gay : la Suède, la Norvège, la France, l'Espagne, l'Islande, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark, le Portugal, le Canada et l'Afrique du Sud (la grande majorité d'entre eux étant situés en Europe de l'Ouest). Au Mexique, aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce droit n'existe que dans certaines régions. Si, suivant la classification de José Guilherme Merquior, nous acceptons que l'Amérique latine soit considérée comme « l'autre Occident », il apparaît que le mariage gay est actuellement presque exclusivement circonscrit à l'Occident, vraisemblablement en raison de la sécularisation plus affirmée de cette partie du monde, de son processus de modernisation et de l'extension des droits.

Le projet de *Loi sur la régulation du cannabis* a été approuvé en décembre 2013. D'après cette loi, « l'État assumera le contrôle et la réglementation des activités d'importation, d'exportation, de plantation, de culture, de récolte, de production, d'acquisition, de stockage, de commercialisation et de distribution du cannabis et de ses dérivés ». Les clubs de cultivateurs de cannabis et la culture à titre privé d'un maximum de six plants par foyer deviendront également légaux. Aucun autre pays dans le monde n'a

>>

accordé à l'État le contrôle public de la production, de la distribution et de la vente de cannabis. Les effets attendus sont de deux sortes. D'une part, il s'agit d'éloigner les consommateurs de cannabis du trafic de drogue – et des représailles et de la violence qui lui sont liés. D'autre part, cette loi inaugure une stratégie sans précédent dans la lutte contre le trafic de drogue. Le Président uruguayen, José Mujica, fait valoir que si des dizaines d'années de répression n'ont pas permis d'améliorer la situation, le moment est venu de tester des solutions nouvelles. Si le « laboratoire » uruguayen obtient des résultats positifs, il y a d'autant plus de chances que d'autres pays membres de l'Organisation des États Américains (OEA) – qui d'ores et déjà étudient des alternatives – envisagent sérieusement d'adopter une formule semblable.

En 2012, l'Uruguay a également adopté la *Loi sur l'Interruption volontaire de grossesse* dont l'article 2 établit que « l'interruption volontaire de grossesse au cours des douze premières semaines de grossesse ne sera pas pénalisée ». Dans ce domaine, l'Uruguay est là encore l'un des rares endroits en Amérique latine à reconnaître le droit des femmes à l'avortement (aux côtés de Cuba, la Guyane, Porto Rico et la ville de Mexico). La volonté de la femme est considérée comme une raison suffisante pour dispenser ce service dans tous les établissements de santé du pays. Ce projet de loi avait déjà été adopté par le Parlement il y a cinq ans mais l'ancien Président Tabaré Vázquez, oncologue de profession, y avait opposé son veto. Parmi les arguments en faveur de la loi, deux sont cruciaux : d'abord, le droit des femmes à décider de leurs grossesses, et deuxièmement, en finir avec le réseau de cliniques clandestines qui proposaient des avortements et mettaient en danger la vie de femmes à faibles revenus qui ne pouvaient pas payer des interventions de meilleure qualité.

Si ces trois lois ont été adoptées, c'est parce que le parti au pouvoir, Frente Amplio (« Front élargi »), a officiellement la majorité absolue au sein du Parlement actuel. Ce parti qui gouverne le pays est en fait une coalition de partis et de groupes politiques allant du centre à la gauche. Créée en 1971, elle est arrivée au pouvoir en 2005 puis a remporté à nouveau les élections en 2010. Par ailleurs, le soutien accordé à ces lois par les partis de l'opposition est variable. Tandis que le mariage pour tous a bénéficié du soutien massif des parlementaires, les deux autres lois ont été beaucoup plus controversées, et près de la moitié d'entre eux se sont prononcés contre. Ces différences reflètent les tendances qui existent au sein même de la population.

Ces lois reflètent clairement les orientations d'un gouvernement de gauche qui est au pouvoir depuis huit ans avec une majorité parlementaire qui lui permet d'adopter des initiatives de ce genre. Mais ce n'est là qu'une explication superficielle. À un niveau plus approfondi et plus sociologique, quelles sont les forces vives qui, au sein de la société uruguayenne, trouvent à s'exprimer à travers ces lois ? Comment les comprendre dans un pays qui se définit souvent comme culturellement conservateur et qui a l'une des populations les plus vieillissantes du continent ?

Au moins quatre facteurs sont à prendre en considération. Premièrement, la société uruguayenne est l'une des plus laïques du continent, et probablement du monde. Pour reprendre les termes de l'historien Carlos Real de Azua, l'Uruguay est l'étoile qui a le moins d'éclat dans le firmament catholique latino-américain. Deuxièmement, le pays avait déjà connu une période, au début du XX^{e} siècle, au cours de laquelle avait été adoptée une législation considérée d'avant-garde à l'époque : en annulant la peine de mort (1907), en acceptant que les femmes puissent demander le divorce (1913), en instaurant la journée de travail de 8 heures (1915) et en approuvant le droit de vote pour les femmes (1927). Le pays avait réalisé de telles avancées dans les premières décennies du siècle passé que beaucoup ont eu peur qu'il devienne un pays socialiste. Troisièmement, bien que la population du pays soit relativement âgée, une grande partie a atteint l'âge adulte pendant la révolution culturelle, sexuelle et politique des années 60. Quatrièmement, le pays connaît l'une des périodes les plus fastes de ces dernières décennies : sa démocratie politique est achevée (d'après tous les indicateurs internationaux des démocraties contemporaines), l'économie croît à un rythme moyen d'environ 5% par an depuis dix ans, et la société uruguayenne est devenue plus égalitaire et moins pauvre grâce aux rigoureuses politiques sociales de redistribution de la richesse. L'Uruguay est en train de vivre une période qui n'a eu d'équivalent qu'au début du XX^{e} siècle, à l'époque où le pays était considéré comme ayant les meilleures conditions de bien-être du monde.

Il est fort probable que dans un avenir proche, de nombreux pays occidentaux adoptent des mesures très semblables à celles décrites ici, c'est pourquoi on peut dire que l'Uruguay est en train d'ouvrir la voie à une extension plus générale des droits. En même temps, ce type de lois risque de se heurter à de sérieux obstacles dans la mesure où dans de nombreux pays, aux traditions culturelles différentes, elles risquent d'être perçues comme une abomination. ■

> L'enseignement public en Uruguay est-il vraiment public ?

Adriana Marrero, Université de la République, Montevideo (Uruguay) et membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'Éducation (RC04), la Théorie sociologique (RC16) et les Femmes et la Société (RC32), et **Leandro Pereira**, Université de la République, Montevideo (Uruguay)

Le Parlement uruguayen encerclé par des enseignants protestataires.

Il est un pays, l'Uruguay, où 80 à 90% des élèves et étudiants de tous âges fréquentent des établissements d'enseignement public. Oui, public. L'enseignement privé ne représente pas plus de 15% environ – un taux qui a peu varié au fil des années. L'enseignement public est entièrement gratuit, de la maternelle à l'université, y compris au niveau du master et du doctorat. Outre qu'il est gratuit, l'enseignement universitaire est ouvert à tous, sans examens d'entrée ni quotas, et donc tout diplômé de l'enseignement secondaire peut s'inscrire à l'université. Qui plus est, malgré la religiosité qui caractérise l'Amérique latine, l'enseignement public uruguayen

>>

est laïque depuis 1917 – et même au XIXe siècle, l'instruction religieuse était une option que les parents pouvaient refuser. De plus, en Uruguay, les résultats scolaires des femmes sont depuis le début du XXe siècle supérieurs à ceux des hommes ; aujourd'hui, elles ont un niveau moyen d'études supérieur à celui des hommes. Et près des trois quarts des élèves inscrits en fin d'études secondaires et à l'université sont des femmes, et la proportion est encore plus importante parmi les diplômés. Ce « paradis » éducatif se trouve dans un pays qui a été le premier au monde à adopter le programme du MIT « un portable par enfant », qui doit permettre à l'ensemble des élèves et des enseignants du pays – actuellement dans tous les établissements d'enseignement secondaire – de recevoir de l'État un ordinateur portable avec accès à Internet. Le « Plan CEIBAL »[1], du nom de la fleur nationale d'Uruguay (le *ceibo*), offre la possibilité à tous les élèves, même les plus défavorisés, d'apporter chez eux leur ordinateur portable pour apprendre, partager et jouer.

On pourrait supposer qu'un système éducatif avec ces caractéristiques – public, gratuit et accessible à tous, dans un pays à faible croissance démographique (0,19% par an) et où seulement 22% de la population est âgée de moins de 15 ans, un pays au climat tempéré et dépourvu de barrières géographiques ou culturelles – serait à même d'offrir un enseignement ouvert à tous et des résultats scolaires équitables. Or ce n'est pas le cas.

D'après le rapport PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) 2012 concernant l'Uruguay, « l'Uruguay continue à présenter des inégalités très prononcées en matière de développement socio-culturel. Alors que 89% des élèves qui fréquentent des établissements scolaires dans un milieu socio-culturel "très défavorable" obtiennent des résultats inférieurs au niveau 2, seuls 13% des élèves scolarisés dans un milieu "très favorable" obtiennent de tels résultats. La différence entre les deux extrêmes atteint 170 lors des examens de mathématiques, ce qui fait de l'Uruguay un pays de fortes inégalités en matière d'éducation. Ce résultat est une constante depuis les quatre cycles d'examens PISA auxquels le pays a participé ».

Plus simplement, les résultats moyens obtenus par les enfants les plus favorisés sont supérieurs à ceux de la Norvège (489) ou des États-Unis (481), tandis que ceux des enfants les plus défavorisés sont inférieurs à ceux du Qatar (376), de l'Indonésie (375) ou du Pérou (368). Qui plus est, parmi les élèves qui ont obtenu les meilleurs résultats, 75% fréquentent des établissements d'enseignement privé.

Si les résultats de l'examen PISA ne convainquent guère le lecteur – en effet on peut avec raison trouver contestables les comparaisons internationales, bien que ce soit moins le cas pour les comparaisons internes que cet outil permet de réaliser –, on peut également s'appuyer sur des informations produites en interne au sein même du pays. En Uruguay, au fur et à mesure de leur scolarité, les élèves les plus défavorisés sont progressivement éliminés – principalement en raison de taux élevés d'abandon et de redoublement. D'après les données officielles de l'Enquête sur les ménages réalisée par l'Institut national de Statistique en 2012, 95,3% des enfants âgés de 6 à 11 ans vont à l'école primaire, 73,8% de ceux âgés de 12 à 14 ans commencent des études secondaires, et seulement 51,4% de ceux âgés de 15 à 17 ans continuent leurs études secondaires. Au bout du compte, seuls 23,7% des jeunes âgés de 18 à 24 ans font des études universitaires. Les inégalités observées entre quintiles définis en fonction du revenu des ménages vont dans le même sens : à 3 ans, dans le quintile supérieur, neuf enfants sur dix vont à l'école, tandis que la proportion est seulement d'un enfant sur deux dans le quintile inférieur. À 22 ans, 57% des jeunes du quintile supérieur font des études universitaires, contre seulement 9% dans le quintile inférieur.

Mais alors où le bât blesse-t-il ? Comment se peut-il qu'un système éducatif fondé sur des principes censés assurer l'inclusion et l'égalité des chances puisse donner des résultats porteurs de tant d'inégalités et d'exclusion ?

Le problème se trouve à notre avis dans le sens qui est donné au mot « public ». L'enseignement qualifié de « public » en Uruguay n'a de fait pas grand-chose à voir avec la notion de « public » telle qu'on l'entend dans les sociétés démocratiques et pluralistes. Toute l'instruction, depuis la maternelle jusqu'à l'université, est administrée par deux entités autonomes : l'Administration nationale de l'Enseignement Public (ANEP) et l'Université de la République – les deux étant séparées du domaine du politique. Certes, il existe un Ministère de l'Éducation au sein du pouvoir exécutif mais il n'a pratiquement pas voix au chapitre en matière éducative. Bien que la Constitution établisse que « la souveraineté réside dans la Nation », telle qu'elle s'exprime dans les urnes à l'occasion des élections obligatoires qui ont lieu tous les cinq ans, la volonté du peuple uruguayen en matière de politique éducative ne peut guère s'exprimer, ni par le biais de l'assemblée législative bicamérale ni par le biais du pouvoir exécutif – où le Ministère de l'Éducation a les mains liées.

Pendant ce temps, au sein des entités qui administrent l'éducation – entités dotées par la Constitution d'une autonomie considérable –, les intérêts corporatistes ont pris le dessus. L'ANEP, qui est chargée de l'enseignement obligatoire et de la formation des enseignants, est régie par un ensemble de mécanismes qui contribuent à réduire la qualité de l'enseignement et à enfermer le système dans une bulle sans autre référence que lui-même et générateur d'autosatisfaction.

>>

D'un côté, la formation des enseignants suit encore le modèle de l'école traditionnelle, sans aucun lien avec la recherche. D'un autre côté, les promotions se font uniquement à l'ancienneté, sans aucune évaluation de l'évolution ou de la compétitivité des enseignants. Les nouvelles embauches d'enseignants restent contrôlées par les seuls dirigeants de l'ANEP qui refusent systématiquement les enseignants agréés par l'Université. Et comme si cela ne suffisait pas, il est pratiquement impossible de révoquer un enseignant.

Dans l'enseignement secondaire – le véritable goulet d'étranglement du système éducatif – plus d'un tiers des cours ne peuvent pas être suivis en raison des absences des professeurs, et pas moins de 40% des élèves finissent par redoubler. L'enseignement primaire, où l'absentéisme des professeurs est moins élevé, présente également des taux élevés de redoublement. En 2013, la lutte pour obtenir des augmentations de salaire – des salaires qui ont connu de fortes augmentations depuis que le gouvernement de gauche est arrivé au pouvoir en 2005, à tel point que le salaire de base d'un professeur du primaire ou du secondaire est actuellement deux fois plus élevé que celui d'un professeur d'université – a privé d'école les enfants les plus défavorisés pendant plus d'un mois en tout. Cela n'inclut pas d'autres mouvements de grève d'opposition aux réformes proposées par les gouvernements successifs de la période post-dictatoriale, y compris par les gouvernements de gauche. Les écoles privées, moins indulgentes à l'égard des absences des enseignants alors même qu'elles payent des salaires moins élevés que les écoles publiques, n'ont pas subi ce type d'offensives corporatistes. De ce point de vue, le qualificatif de « public » est peu approprié à l'enseignement en Uruguay.

Conscients de l'attachement des Uruguayens à la sphère publique qui sert de médiation entre la société et le pouvoir de l'État, et de l'importance considérable de l'enseignement public dans la formation de l'identité uruguayenne – mais aussi de la méfiance des citoyens à l'égard des mécanismes du marché[2], les syndicats d'enseignants ont contribué à ce qu'on pourrait qualifier de « refeodalisation ». Prêts au combat et brandissant l'étendard de « l'école publique », ils ont revendiqué le droit de maintenir, sans compromis possible, leurs intérêts corporatistes – qui se traduisent par des privilèges et des avantages qui sont facteurs d'irresponsabilité face aux inégalités dans le domaine éducatif et compromettent le droit à l'éducation des enfants qui en ont le plus besoin. En revendiquant pour eux-mêmes le droit de prendre des décisions en matière d'éducation sans faire aucune concession, les syndicats refusent à d'autres citoyens le droit de critiquer, de débattre et de faire des propositions. Ainsi, si l'Uruguay peut se vanter d'avoir une éducation publique, elle n'est pas en fait pas si publique qu'elle en a l'air. ■

[1] « Ceibal » (qui désigne un groupe de *ceibos*) est l'acronyme de « Conectividad Educativa de Informática Básica para el Aprendizaje en Línea » (Connectivité Éducative d'Informatique basique pour l'Apprentissage en Ligne).

[2] À titre illustratif, on peut rappeler comment, en 1993, en plein processus de privatisation qui a affecté le monde entier, les citoyens uruguayens ont voté à une majorité de 72% l'abrogation d'une loi facilitant la privatisation d'entreprises publiques.

> Le miracle uruguayen

Redistribution des revenus et essor du syndicalisme

Marcos Supervielle, Université de la République, Montevideo (Uruguay) et membre du conseil d'administration du Comité de Recherche de l'ISA sur le Travail (RC30), et **Mariela Quiñones**, Université de la République, Montevideo (Uruguay)

"Il n'aurait pas été possible de rendre la société plus équitable sans une volonté politique très forte"

Le deuxième gouvernement de gauche élu en 2009 en Uruguay a renforcé sa politique sociale par l'intermédiaire des Conseils tripartites de fixation des salaires afin de fixer le salaire minimum pour toutes les catégories professionnelles dans tous les secteurs de l'économie. Ce faisant, il a joué un rôle stratégique dans la promotion d'une redistribution progressive des revenus. Ces dernières années, les salaires réels ont augmenté de 4% par an, et le salaire minimum a augmenté de 250%. Avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de gauche en 2004, le salaire moyen équivalait à 6,5 fois le salaire minimum, alors qu'aujourd'hui il ne représente plus que trois fois le salaire minimum. Contrairement aux idées reçues, qui voudraient que les politiques de redistribution réduisent les niveaux d'emploi, le taux de chômage a baissé de 13,7% avant que le premier gouvernement de gauche arrive au pouvoir en 2004 à une moyenne d'environ 6,1% pendant son deuxième mandat.

Par ailleurs, les emplois proposés sur cette période ont été, de plus en plus souvent, constitués par des emplois en bonne et due forme. L'emploi dans le secteur informel a diminué, ce qui a contribué à augmenter le nombre de travailleurs affiliés à la Sécurité sociale et à élargir le nombre de travailleurs bénéficiant de tous les droits légaux du travail. Le travail à plein temps assorti d'avantages sociaux – c'est-à-dire l'emploi de qualité – est passé de 55% des personnes employées en 2004 à 69% en 2011. Sur cette période, l'emploi des jeunes a également augmenté et les mouvements sociaux ont diminué. Certes, ces derniers continuent de fluctuer en fonction des cycles dans les relations du travail – ceux des fonctionnaires étant liés aux votes des budgets publics et ceux des travailleurs du secteur privé étant liés à la date d'expiration des conventions collectives – mais dans l'ensemble, et sur le long terme, les conflits du travail sont en baisse.

Tout cela a été rendu possible grâce à une situation économique très favorable qui contrastait avec la crise traversée par des pays plus développés. Une telle aubaine a constitué une condition nécessaire pour améliorer la redistribution sociale, mais elle n'aurait pas en elle-même été suffi-

>>

sante. Il n'aurait pas été possible de rendre la société plus équitable sans une volonté politique très forte, qui a notamment eu des répercussions aussi spectaculaires que la réduction de la population en état de pauvreté de 40 à 12% et de la population en état d'extrême pauvreté de 4,5 à 0,5%.

Comme nous l'avons signalé, l'un des mécanismes sociaux qui a joué un rôle essentiel dans ce processus a été celui des Conseils de fixation des salaires. L'idée de ces conseils, qui avaient déjà existé pendant une longue période en Uruguay, a été reprise par le premier gouvernement de gauche et inscrite dans la politique du gouvernement au cours de son deuxième mandat. La croissance exponentielle des taux de syndicalisation a contribué à rendre les changements effectifs. Le nombre de travailleurs syndiqués a en effet augmenté d'environ 300% depuis 2005, jusqu'à atteindre à ce jour un total de 350.000 adhérents. Le confédération syndicale prévoyait que ce chiffre atteindrait fin 2013 les 380.000 adhérents, soit environ 12% de la population du pays ou 24% des travailleurs salariés. Non seulement les effectifs ont considérablement augmenté, mais aussi de nouveaux syndicats ont vu le jour, dans des secteurs qui n'en avaient jamais eu auparavant, comme par exemple en milieu rural ou dans le secteur des employés de maison.

Cette croissance explosive de l'activité syndicale a eu plusieurs conséquences. D'un côté, elle a provoqué un déferlement des idéologies syndicales classiques. Traditionnellement, les syndicats uruguayens avaient gardé leur indépendance vis-à-vis de l'État et des entreprises, mais aussi des partis politiques – du moins sur le plan organisationnel –, y compris des partis de gauche. L'influence de ces derniers s'est transmise par le biais des tendances gauchistes de dirigeants qui ne pouvaient arriver à une telle position qu'en étant élus démocratiquement par les militants de base. Une autre tradition du syndicalisme uruguayen, c'est que chaque entreprise ou secteur de production possède son propre syndicat, ce qui fait des syndicats des micro-systèmes politiques qui s'occupent de questions locales, ce qui peut être un facteur important de divisions dans un cadre politique plus large. De ce fait, la confédération syndicale uruguayenne – la PIT-CNT – a toujours englobé des tendances syndicales très diverses, quoique toutes de gauche.

C'est paradoxalement sous l'effet de ces traditions démocratiques que le syndicalisme uruguayen a perdu une partie de sa cohérence politique, au moment où de nouveaux dirigeants, issus de la base, ne se sont pas nécessairement alignés sur les positions de la gauche traditionnelle. Sur le plan idéologique, dans certains secteurs, des courants syndicaux radicaux ont fait leur apparition et ont pris des positions fermement opposées à celles du gouvernement. Dans d'autres secteurs, c'est la rhétorique corporatiste qui a prévalu, rompant avec des traditions qui intégraient les revendications des syndicats dans une stratégie politique globale pour moderniser le pays et améliorer la situation des échelons les plus bas de la société. Ces nouvelles tendances des syndicats, qui se sont parfois révélées extrêmement agressives, semblent avoir modifié l'organisation générale du syndicalisme, bousculant les anciens modèles et tissant de nouveaux rapports avec le futur gouvernement. Dans la pratique, un nouveau processus de revendications corporatistes s'est développé – et est même devenu dominant dans certains secteurs –, qui est exclusivement axé sur les augmentations de salaires, sans aucunement lier ces revendications à une vision plus globale du monde, comme le faisaient traditionnellement les syndicats. Il se peut que nous soyons aussi en train d'assister à l'émergence d'une nouvelle gauche, qui opère au sein des structures traditionnelles des syndicats, ou bien qui crée de nouvelles structures pour promouvoir une nouvelle vision de la société basée sur le monde du travail. ■

> Révolution agraire en Uruguay

Diego E. Piñeiro, Université de la République, Montevideo (Uruguay)

De l'élevage traditionnel du bétail… à une industrie de la pâte à papier aux mains de multinationales. Photos de Emilio Fernández.

En 2002, après 20 ans de réformes néolibérales menées par les partis traditionnels, l'Uruguay a été frappé par une profonde crise économique et sociale. En 2005, la coalition de gauche Frente Amplio (Front élargi) a remporté les élections et s'est attelée à la difficile tâche de reconstruire le pays. Dans les années qui ont suivi, l'économie a connu le plus fort taux de croissance du continent, tandis que les politiques de redistribution ont permis de réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté à des taux sans précédent. La plupart de ces succès s'expliquent par la forte croissance du secteur agricole, qui a connu une profonde transformation structurelle au cours de ces années.

La structure de la société rurale uruguayenne avait peu varié tout au long du XX^{e} siècle. Au sommet, on trouvait les propriétaires de cheptels relativement importants et les propriétaires d'exploitations agricoles spécialisées dans la production de matières premières pour l'exportation. En raison du développement précoce de l'agriculture capitaliste, les travailleurs salariés constituaient l'essentiel de la main-d'œuvre agricole mais, en même temps, on trouvait un nombre non négligeable de petits producteurs (des *exploitants agricoles* plutôt que des paysans) d'ascendance européenne qui produisaient des denrées alimentaires pour le marché intérieur. Au début du XXI^{e} siècle, une part importante de cette structure sociale a été révolutionnée au cours d'un processus qui se poursuit, et que nous allons retracer ici.

Depuis la fin du siècle dernier, la demande de produits alimentaires, de fibres et de matières premières destinés à la production de biocarburants n'a cessé de croître sur le marché mondial. L'arrivée comme nouveaux consommateurs des vastes populations des économies émergentes a fait monté les prix de ces produits. L'Uruguay, en tant que producteur de ces biens très demandés, a fait l'objet d'une utilisation intensive accrue du sol. Le pays a combiné une exploitation accrue de nouvelles terres pour la culture de céréales et de graines oléagineuses avec une augmentation de la productivité du bétail, ce qui a entraîné une hausse de la production et des exportations malgré la perte de deux millions d'hectares. À ces deux types de production – qui peuvent être considérés comme plus traditionnels –, il faut ajouter la sylviculture. Grâce aux subventions versées par le gouvernement depuis 1987, l'Uruguay compte aujourd'hui plus d'un million d'hectares de forêt exploité par deux usines de production de pâte à papier, construites et gérées par des multinationales. L'autre élément qui pèse sur la part relative des différents types de production est l'essor des biocarburants, impulsé par la compagnie pétrolière nationale.

Le prix des terres est un indice clair de ces changements intervenus dans le monde agricole. Au cours des dix dernières années, le prix moyen des terres a été multiplié par sept. Mais dans le cas des exploitations les plus grandes (celles de plus de 2.500 hectares), le prix a été multiplié par douze, incitant à la fois petits et grands producteurs à vendre leurs terres. Cela a entraîné une concentration de plus en plus grande des terres et une augmentation de la propriété

>>

Les biocarburants pour aujourd'hui, la faim pour demain ? Illustration : Arbu.

foncière étrangère. Des données provisoires tirées du dernier recensement agricole de 2011 montrent que si en 2000, il y avait 57.131 parcelles agricoles, onze ans plus tard il n'en restait plus que 44.890. Même si 91% des 12.241 parcelles qui ont disparu avaient une surface inférieure à 100 hectares, certains indicateurs font apparaître la disparition non seulement de petits exploitants, comme cela avait déjà été le cas dans les années 70 et 80, mais aussi d'éleveurs de races locales de bétail.

La consolidation d'une nouvelle classe de propriétaires terriens a eu un impact culturel incontestable, en particulier en relation avec la montée de la propriété entre les mains d'étrangers. Les données provisoires du recensement de 2011 mentionné plus haut font apparaître que tandis qu'en 2000, 90% de la propriété foncière uruguayenne était entre les mains de personnes résidant physiquement en Uruguay, onze ans plus tard ce chiffre n'est plus que de 54%. En 2011, 43% des terres uruguayennes étaient entre les mains de « personnes » morales, essentiellement des « sociétés anonymes » pour la plupart composées de citoyens et d'entreprises de nationalité étrangère.

Nous sommes donc passés d'une configuration dominée par des exploitations d'élevage extensif à une configuration caractérisée par de vastes étendues consacrées à la culture des céréales et à la sylviculture, et par la production de biocarburants, la domination des grandes entreprises, l'utilisation de grosses machines, l'exode progressif de la population rurale vers les grandes villes et les petites villes, une forte concentration des terres, une mainmise étrangère sur la propriété foncière, *etc*. – au point qu'aujourd'hui les structures agraires en Uruguay sont complètement différentes de ce qu'elles étaient pendant la deuxième moitié du XX^{e} siècle.

Ce changement radical du paysage et de l'agriculture est l'aboutissement de différents processus qui se sont alimentés les uns les autres. Premièrement, les changements opérés dans le cadre réglementaire ont facilité la pénétration du capital financier dans toute une série d'entreprises agricoles. Deuxièmement, les changements organisationnels dans le monde de l'entreprise, en particulier la mise en place d'« entreprises en réseau », ont donné au capital les moyens de bénéficier d'une flexibilité contractuelle considérable. Troisièmement, la sous-traitance du travail agricole s'est accrue, auprès de prestataires qui fournissent des machines agricoles en exploitant leurs réseaux sociaux pour recruter et administrer les équipes de travail. Quatrièmement, les avancées technologiques, apportées par l'agriculture de précision, augmentent la dépendance des producteurs à la fois vis-à-vis des semences génétiquement modifiées au moyen de produits chimiques et vis-à-vis des nouvelles machines. Dans le domaine de l'élevage, cela se traduit par l'application de vaccins, par de nouveaux produits pour assurer la santé des animaux, par des parcs d'engraissement, *etc*.

En même temps, l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et de la communication (ordinateurs, accès à Internet, téléphones portables, *etc*.) a profondément modifié la gestion des entreprises agricoles. Ces technologies, conjuguées avec l'amélioration des infrastructures et le recours de plus en plus étendu à des véhicules légers, ont modifié l'organisation des travailleurs, en les reliant entre eux et aux zones urbaines, modifiant ainsi les frontières culturelles entre la campagne et la ville. Cette reconfiguration de la structure de l'agriculture et de la société rurale est en train de donner naissance à de nouveaux acteurs et à de nouvelles alliances qui méritent d'être étudiés, en particulier dans un pays doté d'une longue tradition agricole et qui aspire à améliorer sa démocratie, l'équité et sa viabilité. ■

> L'essor d'une société-mafia en Hongrie

György Csepeli, Université Loránd Eötvös, Budapest (Hongrie)

En première page du magazine à grande diffusion Heti Világgazdaság *(hebdomadaire d'actualité économique mondiale), le parti au pouvoir Fidesz est représenté comme une mafia.*

Plus de vingt ans ont passé en Hongrie depuis l'*annus mirabili* de 1989, lorsque le socialisme d'État a cessé d'exister et a été remplacé par un nouveau régime fondé sur les principes libéraux. C'est à ce moment-là que s'est engagée la transition vers une économie de marché et vers la démocratie. Ainsi que Michael Burawoy et Katherine Verdery l'ont noté dans leur introduction à *Uncertain Transition*, les observateurs étaient très partagés quant à l'interprétation de ce processus, pris en étau comme ils l'étaient entre le grand récit de « la fin de l'Histoire » et « l'orbite nouvelle et inconnue de la postmodernité ». La réalité s'est révélée être foncièrement différente.

En dehors de quelques intellectuels radicaux et de cadres communistes haut placés et bien informés, aucun des acteurs de ce processus n'avait véritablement prévu la transition vers ce nouveau régime. Les gens ordinaires n'étaient certainement pas favorables à ce changement et ont tôt fait de réaliser que les nouveautés qu'apportaient le nouveau régime, en particulier l'entrepreneuriat et le chômage, n'étaient pas de leur goût.

Parmi les pays qui vivaient sous un régime de socialisme d'État, la Hongrie était connue pour tolérer un certain type d'entrepreneuriat dans le secteur agricole. D'après l'ouvrage *Socialist Entrepreneurs* d'Ivan Szelenyi, à l'époque du socialisme d'État en Hongrie, environ 10% de la population avaient des activités de type entrepreneurial. Pourtant l'entrepreneuriat, au sens qui lui est donné par le capitalisme occidental, non seulement n'était pas autorisé mais était considéré comme un délit. La théorie de Szelenyi d'un « embourgeoisement interrompu » s'est révélée être une erreur. Les anciens « entrepreneurs socialistes » ont rapidement réalisé que dans le cadre du nouveau système, l'entrepreneuriat était trop risqué, et

>>

la plupart ont fait faillite. Le succès reposait plus sur les réseaux que sur le talent ou les résultats. Beaucoup des nouveaux entrepreneurs de l'ère postsocialiste n'étaient pas d'anciens « entrepreneurs socialistes » mais d'anciens cadres haut placés.

Beaucoup de ceux qui appartenaient à la classe ouvrière ou qui étaient cadres de catégorie intermédiaire ou inférieure ont vu leur emploi menacé. Un million et demi d'anciens employés de l'économie étatique en faillite ont immédiatement perdu leur emploi comme conséquence de la transition d'une « économie de pénurie » à une « économie d'abondance ». Les disparités en matière de revenus et de consommation entre les familles les plus riches et les plus pauvres se sont accentuées, en particulier ces dernières années. Des populations marginalisées comme les Roms, les personnes âgées vivant dans des zones rurales isolées et les sans-abri, ont perdu tout espoir de rattraper le reste de la société. Les inégalités ethniques et territoriales se sont cumulées, entraînant l'émergence de colonies ressemblant à des ghettos dans le nord du pays. Entre discrimination et culture de la pauvreté, la minorité rom mène une vie misérable.

À l'insécurité matérielle est venu s'ajouter un sentiment d'insécurité épistémologique, qui a fait son apparition avec l'ouverture d'espaces permettant de confronter les différentes visions du monde et les idéologies. La fameuse anecdote de Vaclav Havel sur l'épicier vivant sous un régime socialiste a prouvé que « vivre dans le mensonge, c'est vivre un mensonge ». Qu'ils aient été au pouvoir ou sans pouvoir, ceux qui croyaient au socialisme tout comme leurs opposants étaient convaincus que le vrai et le faux formaient des catégories clairement définies et hermétiques. Avec le passage du parti unique au pluralisme politique, la frontière entre la vérité et le mensonge a disparu – une séparation qui avant la transition avait pourtant semblé si évidente. Peu habitués à faire le tri entre vérités et mensonges, les gens se sont trouvés désorientés. La liberté de pensée est devenue un cauchemar pour ces citoyens qui avaient peur de penser.

Ces deux formes d'insécurité se sont traduites par une révolte démocratique contre le libéralisme. Avec la victoire écrasante de la coalition nationaliste en 2010, la démocratie a dévoré ses propres enfants. À l'occasion du 25e anniversaire de la transition, il se pourrait bien que la Hongrie revienne au socialisme d'État, mais cette fois ce sera sous la forme du national-socialisme.

D'après Bálint, on pourrait aujourd'hui caractériser la société magyare d'« État-mafia » divisé en cercles fermés à l'intérieur desquels les liens sociaux sont forts mais entre lesquels les liens sont pratiquement inexistants. Ou, pour l'exprimer en termes sociologiques et pour reprendre Mark Granovetter, la prédominance de liens forts a entraîné l'apparition de l'État-mafia qui, à son tour, a empêché le développement d'une organisation sociale fondée sur des liens faibles. Par conséquent, l'absence au niveau de la société civile d'organisations fondées sur des liens faibles a réduit la compétitivité nationale et la croissance économique.

Afin de défendre leur légitimité, les dirigeants de « l'État-mafia » ont forcément recours à une idéologie nationaliste. Ceux qui, à l'extérieur des mafias, contrôlent les mécanismes de redistribution des biens et des services obtiennent leur part dans la redistribution sous forme de biens symboliques – le message inlassablement répété de l'idéologie nationaliste selon lequel les Hongrois sont des défenseurs nés de la liberté qui luttent contre des ennemis intérieurs et extérieurs unis dans une même conspiration. L'ennemi intérieur n'a pas besoin d'être défini puisque c'est le même ennemi, bien connu depuis longtemps, à savoir les Juifs. L'ennemi extérieur, en revanche, a changé car il n'y a plus de Turcs, de Habsbourg ou de Soviétiques à viser. Le nouvel ennemi extérieur siège désormais à Bruxelles. L'Union européenne est devenue la cible du ressentiment nationaliste hongrois. Paradoxalement, ou peut-être pas si paradoxalement que cela, la rhétorique anti-européenne feint d'ignorer les fonds qui ont afflué vers la Hongrie en provenance de l'Union européenne.

L'État-mafia a donné naissance à trois groupes sociaux. Le premier comprend les cercles fermés des familles politiques au pouvoir. Le deuxième est constitué de partisans qui ne demandent qu'à adhérer au message nationaliste du gouvernement. Ils sont prêts à participer à ce que le parti au pouvoir appelle le « Système de Coopération nationale ». Plusieurs raisons peuvent expliquer cet enthousiasme : la ferveur anti-communiste, les campagnes pour recruter de nouveaux adeptes, les injustices subies sous le précédent régime du socialisme d'État, ou simplement le carriérisme. Le troisième groupe de Hongrois est constitué par les nouveaux émigrants dont le nombre a augmenté ces dernières années. D'après une étude de Ágnes Hárs, ce sont les jeunes gens les plus instruits, qui vivent dans la Transdanubie occidentale (à la frontière avec l'Autriche), et le vieux cœur industriel du nord de la Hongrie, qui constituent la base de cette émigration.

Pour ceux qui demeurent en Hongrie, il n'y a cependant pas d'autre issue pour sortir de la situation actuelle que de rétablir une certaine confiance sociale, c'est-à-dire la capacité à développer une coopération entre les membres de la société qui sont étrangers les uns aux autres. Il s'agit de s'affranchir de l'emprisonnement de liens forts et de créer de nouvelles et nombreuses communautés fondées sur des liens faibles. ■

> Le sort des classes

dans la Hongrie d'aujourd'hui

Eszter Bartha, Université Loránd Eötvös, Budapest (Hongrie)

Une friche industrielle en ruine – là où dans le passé on trouvait des armées de travailleurs, il ne reste plus aujourd'hui que des chiens errants. Photo de Balázs Gárdi.

La première question qui vient à l'esprit est de savoir si la notion de classe a encore un sens dans la société post-industrielle, et de fait ce que gagnerait le débat théorique à rétablir la notion de classe. Le destin de la notion de « classe » en Europe de l'Est a été étroitement lié au développement du socialisme d'État, qui proclamait la classe ouvrière comme la classe dirigeante.

En 1989, l'effondrement final et rapide des régimes communistes dans toute l'Europe de l'Est a discrédité les discours officiels sur l'histoire de la classe ouvrière. Les évènements de 1989 ont démenti la notion d'équivalence entre la position de classe et la conscience de classe, qui fait partie des fondements de la pensée marxiste. Tandis qu'en 1989, certains intellectuels d'Europe de l'Est continuaient de plaider en faveur d'un socialisme démocratique fondé sur le contrôle des travailleurs[1], d'autres groupes, dont de nombreux réformistes, préconisaient une « troisième voie » médiane entre le capitalisme et le socialisme, et d'autres la création d'une social-démocratie fondée sur une économie mixte et des syndicats puissants. Par ailleurs, on s'attendait généralement à ce que la classe ouvrière ne soit pas favorable au rétablissement du capitalisme ou même à une alternative réformiste de type collectiviste. Cette anticipation a bien sûr été démentie par les faits, et il n'y a guère eu de véritable résistance de la classe ouvrière à l'introduction d'une économie capitaliste. En effet, il n'y a pas eu un seul pays en Europe de l'Est où les travailleurs aient soutenu une quelconque alternative démocratique socialiste au régime existant. Pas plus que le climat politique et intellectuel en Europe de l'Est n'a été propice à une reconsidération de la notion de classe après le changement de régime : toute forme de théorie des classes était considérée comme complètement discréditée, et la classe ouvrière était souvent associée sans discernement au passé de l'État socialiste, à un moment où les élites se projetaient dans un avenir fondé sur « l'embourgeoisement », en minimisant le rôle social et politique des ouvriers de l'industrie.

>>

Pourquoi est-il donc nécessaire de repenser la notion de classe en Europe de l'Est ? Le projet d'« embourgeoisement » promettait au peuple à la fois de pouvoir rapidement rattraper le niveau de vie des classes moyennes des pays capitalistes développés de l'Ouest *et* de maintenir l'emploi et la sécurité sociale pour tous dont ils avaient bénéficié sous le régime socialiste. Vingt ans après l'effondrement du socialisme d'État, l'échec d'un tel projet est devenu évident pour les masses. La privatisation de l'économie a augmenté la défiance de la société dans la mesure où le capitalisme postsocialiste a, partout, créé des inégalités sociales et matérielles plus importantes que celles qui existaient sous le régime du socialisme d'État. La baisse drastique d'activité dans le secteur de l'industrie lourde s'est traduite par un chômage massif au moment où les capitaux étrangers imposaient une concurrence déloyale aux entreprises nationales, qui avaient un besoin vital d'investissements en capital et en infrastructures. Certains auteurs occidentaux ont également critiqué le capitalisme néolibéral comme étant un nouveau projet « colonial » pour l'Europe de l'Est.[2]

À la question de savoir quelles nouvelles configurations le capitalisme postsocialiste a créé en Hongrie, on peut répondre qu'il a – en conformité avec les tendances occidentales – réduit la part du secteur industriel dans l'économie tout en augmentant considérablement celle du secteur tertiaire. Par ailleurs, l'externalisation a accentué les inégalités structurelles entre l'Est et l'Ouest, ce qui explique la proportion relativement faible de capitalistes et la forte proportion de travailleurs non qualifiés en Hongrie en comparaison avec l'Europe de l'Ouest. Szalai soutient qu'un double modèle est nécessaire pour rendre compte de la société hongroise actuelle, au sein de laquelle elle fait la distinction entre les travailleurs des entreprises multinationales et ceux qui travaillent pour des entreprises nationales. Ces derniers sont des *bricoleurs* mal rémunérés et lourdement exploités, souvent employés dans le secteur informel et vivant au jour le jour, tandis que les premiers peuvent être considérés comme faisant partie de la nouvelle aristocratie des travailleurs. En même temps, Szalai attire l'attention sur le caractère différencié de la classe ouvrière hongroise, sur la très superficielle (voire inexistante) conscience de classe et la faiblesse des syndicats locaux – autant d'éléments qui font obstacle à l'émergence d'une « classe pour soi » ouvrière en Hongrie et, bien sûr, à ce que les intérêts des travailleurs soient représentés.[3]

Cependant, ces nouvelles formes d'inégalité n'ont pas été institutionnalisées (et encore moins approuvées) par la société hongroise. « Cette économie de marché nous a jetés dehors » : tel a été le sentiment prédominant parmi les ouvriers que j'ai interrogés. Les travailleurs étaient déçus par « ce capitalisme-là ». Leurs compétences et leurs connaissances se trouvaient dévalorisées par le nouveau régime et ils reconnaissaient que, bien que sous le régime de Kádár ils n'étaient pas tous égaux, les inégalités socio-matérielles se sont considérablement accentuées depuis 1989. Parmi les personnes interrogées, beaucoup se sont plaintes que leurs enfants ne peuvent pas rivaliser avec les enfants de cadres, de médecins ou d'avocats, qui ont au début de leur vie d'adulte de bien meilleures chances de réussir (car ayant bénéficié de cours privés de langues, de cours de sport, d'écoles de danse, de stages de ski, *etc*.).

Cette critique du nouveau régime ne s'est cependant pas traduite par une véritable critique anticapitaliste. D'une manière générale, les travailleurs comptaient encore sur l'État pour protéger les producteurs nationaux de la concurrence déloyale des entreprises multinationales et considéraient un État fort et une sorte de « troisième voie » sous la forme du capitalisme national comme une alternative positive. Cette réaction peut être attribuée à l'absence d'une puissante sphère publique anticapitaliste, au discrédit de l'expression « classe ouvrière » aussi bien qu'à des raisons historiques et économiques plus profondes, qui ont contribué à maintenir le retard du pays.

Cependant, ces tendances observées en Hongrie peuvent aussi l'être dans des pays occidentaux développés comme les États-Unis : corruption de la classe politique, accentuation des divisions entre classes sociales, multiplication des laissés-pour-compte, affaiblissement des syndicats, *etc*. Les anciens pays socialistes seraient-il en train de tendre un miroir à l'Ouest, montrant ainsi une convergence au niveau mondial des problèmes sociaux et économiques en même temps que les conséquences politiques de cette déconsidération de la notion de classe qui renforce les idéologies ethno-populistes parmi les travailleurs ? On a pris l'habitude de dire que dans la société postindustrielle qui prône la culture d'entreprise, le talent, la réussite et le zèle sont les éléments décisifs pour monter les échelons de sorte que la « concurrence équitable » crée des inégalités professionnelles et matérielles *socialement acceptables*. C'était également l'idéologie du capitalisme postsocialiste, lequel a apporté autant de désillusions que le marxisme-léninisme officiel qui l'a précédé. Premièrement, la concurrence ne se fait pas à armes égales ; deuxièmement, les profondes inégalités sociales et matérielles que l'impitoyable concurrence capitaliste génère ne sont plus acceptées par le peuple. Aussi, beaucoup seraient même prêts à accepter une autocratie en échange d'une plus grande justice sociale ; dans ce domaine, il est à espérer que c'est l'Ouest démocratique qui tend son miroir pour que l'Est voit son avenir, et non l'inverse. ■

[1] En Hongrie, l'idée de socialisme démocratique en dehors du Parti socialiste ouvrier hongrois (l'ancien parti communiste) était surtout portée par l'Union Alternative de Gauche (*Baloldali Alternatíva Egyesület*). Après l'échec politique de son projet, l'héritage intellectuel de cette école a été relayé par la revue *Eszmélet* (Conscience), lancée en 1989. Au sein de ce courant, la figure intellectuelle la plus connue à l'international est Tamás Krausz.

[2] Pour en savoir plus sur les études à ce sujet, *cf.* : Swain, N. (2011) "A Postsocialist Capitalism," *Europe-Asia Studies*, 63:9, pp.1671-1695.

[3] Szalai, E. (2004) "Tulajdonviszonyok, társadalomszerkezet és munkásság," *Kritika*, 33:9, pp.2-6.

[4] Pour un résumé de ce travail de recherche, *cf.* Bartha, E. (2012) "'Something went wrong with this capitalism': Illusion and doubt in a Hungarian (post)industrial community," *in:* Mathijs Pelkmans (ed.) *Ethnographies of Doubt*. London: I.B. Tauris, pp.191-225.

> De l'(ir)responsabilité des élites

György Lengyel, Université Corvinus de Budapest (Hongrie)

Le premier ministre hongrois est réputé avoir un penchant pour les sports…

Le Premier ministre hongrois a un faible pour les sports, en particulier le football. Il termine souvent ses discours par un « En avant la Hongrie ! », une formule qu'il a empruntée à Berlusconi. Le football hongrois est aujourd'hui mal en point, et il en va de même des élites politiques, qui apparaissent quelque peu affaiblies. Sur des lieux chers au Premier ministre car liés à son enfance, près de sa résidence secondaire, un stade est en cours de construction ainsi qu'une petite voie de chemin de fer pour y accéder. Nombreux sont ceux qui n'apprécient pas. D'autres au contraire apprécient. Ils disent « soyons fiers de ce que nous avons acquis », ce qui rejoint ce que le vice-Premier ministre exprimait lorsqu'il n'était qu'un élu d'une petite ville de province : « Si vous n'avez rien, c'est que vous le méritez ».

Cette mentalité était présente en Hongrie à la fin de l'ère du socialisme d'État. À partir des années 70, après les décennies de privations de temps de guerre, d'obligations de livrer sa production et de collectivisation forcée, la stabilisation a permis aux particuliers de s'enrichir grâce à la symbiose entre les coopératives proches de l'économie de marché et les lopins de terre des ménages, grâce aussi à la redistribution et à l'économie parallèle. Des maisons à plusieurs étages ont par conséquent

>>

commencé à faire leur apparition dans les villages hongrois. Beaucoup se sont avérées difficiles à chauffer et peu pratiques, mais elles avaient surtout pour fonction d'être des biens de prestige. Les biens de prestige de l'élite actuellement au pouvoir sont les stades. Il n'est pas nécessaire d'en avoir la propriété – il suffit qu'ils soient associés à leurs noms, à l'instar des pyramides, arcs de triomphe et établissements culturels des autres pays.

Cependant, le problème principal avec les élites politiques hongroises n'est pas leur vanité, leur cupidité ou leur manque de goût. Je crains que la consolidation de la démocratie hongroise soit menacée et que la responsabilité en incombe principalement à ces élites politiques hongroises. Il n'est pas nécessaire d'être élitiste pour constater que les élites jouent un rôle fondamental dans l'élaboration d'alternatives pour la société. Or les élites politiques se contentent aujourd'hui de simuler une adaptation aux institutions démocratiques tout en violant ses règles sur des questions importantes et lourdes de conséquences.

Arrêtons-nous brièvement sur deux de ces violations. L'*une* est la dénonciation de l'accord qui avait été convenu entre les élites. L'accélération du remplacement des élites avant la grande mutation a contribué à ce que la transformation politique se fasse de manière relativement rapide et sans grands remous sociaux. Ceci a, à son tour, facilité l'accord entre l'élite du socialisme d'État et les élites de l'opposition démocratique montante. Les tables rondes de 1989 ont permis aux élites de s'arranger entre elles afin d'aboutir à un projet consensuel. Il existait un large consensus quant à l'adoption des règles de la démocratie parlementaire impliquant libertés fondamentales, multipartisme et respect de la propriété privée. Les acteurs concernés se sont mutuellement reconnu une légitimité et ont accepté les règles du jeu. Que des fractions de l'élite politique, obéissant à des intérêts partisans, aient souvent réécrit les règles en vigueur qui avaient été acceptées de manière consensuelle par l'élite, ou aient dénié une légitimité à ses adversaires, était certes gênant mais n'en était pas moins perçu comme des épisodes mineurs qui pouvaient aisément être oubliés ou mis de côté.

L'*autre* grave exemple de violation des normes se rapporte aux dons collectés pendant les campagnes électorales, qui ont dépassé dans des proportions exorbitantes les sommes autorisées par la loi. Le financement des partis, en particulier celui des campagnes électorales, constitue une obscure « zone grise » entre la légalité et l'illégalité susceptible d'être déterminante pour l'avenir de l'élite politique hongroise. Selon les calculs de *Transparency International*, à l'occasion des dernières élections, les deux principaux partis – le parti actuellement au pouvoir du Fidesz et l'opposition socialiste – ont dépensé au moins trois fois plus que les montants autorisés par la loi. Selon d'autres spécialistes, les dépenses auraient été nettement supérieures. Plusieurs initiatives ont été lancées pour modifier la loi de financement des partis de manière à rendre le financement des campagnes plus transparent, mais aucune n'a été adoptée. Il ne s'agit pas là d'un phénomène exclusivement hongrois, mais c'est la consolidation de la démocratie qui se trouve par là-même en jeu. Il semblerait que l'élite au pouvoir ait intérêt à maintenir la confusion de cette zone grise autour du financement des partis. L'élite réalise à quel point cette situation est intenable mais elle feint de l'ignorer. Ou plus précisément, elle le voit clairement mais a tendance à l'interpréter d'un point de vue idéologique.

Un ancien Premier ministre socialiste, qui a depuis fondé un nouveau parti, a certes fait allusion aux absurdités passées concernant le financement des deux grands partis antagonistes, mais a ajouté qu'il attendait que des accusations soient portées contre lui avant de livrer des informations concrètes devant les tribunaux. On ne voit pas bien ce qui l'empêche de dire dès à présent la vérité. L'actuel Premier ministre a mentionné qu'un segment sans scrupules du grand capital avait été mêlé à la vie politique, tout d'abord au sein du parti socialiste adverse. Un membre de l'ancienne opposition démocratique et ancien ministre affirme que l'élite actuellement au pouvoir a créé un État-mafia, dans la mesure où le gouvernement peut manipuler l'économie et redistribuer les revenus à sa clientèle en s'appuyant sur les lois et les réglementations.

Il n'y a pas d'anarchie ni de dictature en Hongrie. Pourtant les deux, mais en particulier cette dernière, pourraient bien émerger. Avec une majorité parlementaire des deux tiers (en réalité une minorité en termes d'électeurs inscrits), le gouvernement conservateur a obtenu l'adoption d'une nouvelle constitution, d'une nouvelle loi sur les médias, d'une nouvelle loi électorale et d'un nouveau code du travail, et tout cela sans avoir au préalable recueilli une large adhésion. Ces lois ont considérablement réduit les droits antérieurs, ont restreint le contrôle juridictionnel et menacé l'équilibre démocratique des pouvoirs. L'influence de l'Union européenne apparaît très limitée, et la voix critique des intellectuels peine à se faire entendre. Le style de gestion du Premier ministre est autoritaire et dangereux ; les gens craignent les incertitudes dues à une crise prolongée et demandent des aides sociales et moins d'inégalités.

Ceci encourage une rhétorique populiste qui se présente comme la lutte pour « la liberté économique », affiche son arrogance à l'égard de ses partenaires politiques internationaux et sert d'excuse pour prélever des taxes spéciales comme celles qui ont été imposées aux banques et à d'autres secteurs de l'économie qui sont pour la plupart détenus par des capitaux étrangers. Il se peut aussi

>>

qu'il ne s'agisse pas de simple rhétorique mais que l'élite au pouvoir pense véritablement devoir lutter contre des forces politiques et économiques externes pour éviter au pays de « devenir une colonie » et devoir considérablement réduire la dette extérieure du pays, qui s'élève à 80% du PIB, car « qui est endetté n'est plus libre ». Les sociologues, en revanche, connaissent bien la stratégie sociale qui consiste à chercher à renforcer l'unité en créant des ennemis étrangers imaginaires. Conséquence collatérale, un parti raciste et xénophobe est entré au Parlement hongrois à l'issue des dernières élections.

En Hongrie, plus des deux tiers de la population adulte ne parlent pas de langue étrangère. Les médias officiels présentent toute critique du gouvernement en provenance de l'étranger comme une offense envers l'ensemble de la nation hongroise. La grande majorité des médias indépendants, qui est de type tabloïd, tend à interpréter le monde comme un combat entre bons et méchants. Les élites politiques hongroises d'aujourd'hui méritent cette description antagonique puisqu'elles sont extrêmement divisées. Il est cependant faux de penser que le modèle consensuel envisagé en 1989 a simplement été remplacé par un modèle de compétition majoritaire.

Le Premier ministre ne cache pas son intention de surmonter cette désunion en créant un « rassemblement au centre du terrain », autrement dit en consolidant sa position dominante pour les élections à venir. Il est indispensable – affirme-t-il – que les élites remplissent leur obligation culturelle, c'est-à-dire qu'elles mettent en avant des exemples de comment vivre « bien, avec noblesse et avec goût ». Il s'agit là d'une citation littérale d'un ancien théoricien politique, István Bibó, qui insistait sur la responsabilité sociale des élites. Jusqu'à présent, le comportement des élites ne présage rien de bon pour l'avenir. Les esprits critiques ne constatent que l'égoïsme médiocre et les machinations d'une élite au pouvoir impliquée dans le leasing de terres appartenant à l'État et dans l'attribution à sa clientèle de concessions pour des bureaux de tabac. L'ancien adversaire de Bibó, le jeune György Lukács, qui avait dénoncé avec force l'assertion du héros de Dostoïevsky selon laquelle le mensonge mène à la vérité, allait pourtant un peu plus tard la considérer comme une solution acceptable. Mais jusqu'à nouvel ordre cette recette semble avoir échoué.

Au printemps 2014, des élections sont prévues en Hongrie. Il ne fait aucun doute que ces élections seront des élections libres. On peut en revanche douter que ces élections soient *justes*, et qu'elles répondent aux règles d'un *esprit partisan contrôlé*, c'est-à-dire que l'élite au pouvoir se gardera d'abuser de son pouvoir excessif pour manipuler les médias et les électeurs.

Le Premier ministre aime citer des gens qui ne sont pas des penseurs politiques. À l'occasion de l'un de ses discours annuels, il a ainsi cité le *bon mot* d'un joueur de hockey sur glace déclarant que le secret d'un bon jeu était de « patiner là où va se trouver le palet et non là où il a été ». Voilà une métaphore appropriée dans la mesure où le Premier ministre a réalisé que la tâche d'un chef d'État est d'étudier les véritables besoins de la population et d'évaluer les nécessités et les possibilités pour l'avenir, et pas seulement pour le présent. Il semble cependant que le Premier ministre n'ait pas choisi le style approprié à ce jeu complexe : alors qu'il prétend voir le but et la seule voie pour y parvenir, il découpe tellement la surface de jeu et réécrit les règles de façon si radicale qu'il est possible que lorsque les équipes rentrent à nouveau sur la piste, il ne s'agisse plus du tout du même jeu.

C'est une maigre consolation de savoir que tant qu'il y aura des élections libres, il reste un espoir que les élites convergent, pour que les partis qui s'opposent reviennent sur leurs positions afin d'aboutir à un consensus – ce qui est la condition préalable pour consolider la démocratie. C'est une maigre consolation car ce processus peut prendre des années et il n'apparaît pas encore clairement ce qui pourrait engager les élites sur cette voie et vers cet objectif. ■

> Afrique du Sud
Les femmes mineurs et l'autre « moi » sous terre

Asanda Benya, Université du Witwatersrand, Johannesburg (Afrique du Sud)

Asanda accompagnée d'un foreur, pendant une pause.

Dans la grande industrie minière sud-africaine qui est hautement mécanisée, plus de 48.000 femmes travaillent au fond des mines, essentiellement dans des mines de platine et des mines d'or. Ces femmes constituent la base de la main-d'œuvre et travaillent comme mineurs ou comme travailleuses à tout faire, installant des structures de soutènement, des conduits d'eau et d'aération ou manœuvrant les machines utilisées au fond des mines.

>>

Asanda aux commandes d'un treuil.

Pendant trois mois en 2008, j'ai entrepris l'étude ethnographique d'une mine de platine en Afrique du Sud, en travaillant et vivant avec les femmes employées au fond de la mine. Mon objectif principal était de comprendre les difficultés auxquelles ces femmes étaient confrontées. Puis pendant une période plus longue, de 2011 à 2012, je me suis moi-même immergée dans le monde souterrain en travaillant comme conductrice de treuil, en dégageant la roche dynamitée et en la hissant à l'extérieur et en frappant et préparant la surface pour le forage.

Comme mon équipe commençait dès 4 heures du matin, il me fallait quitter le foyer de la mine à 3 heures pour rejoindre le puits. Les femmes qui habitent plus loin des mines quittent généralement leur maison dès 2 heures du matin. Ces femmes doivent faire le trajet en transport public, en prenant souvent un bus depuis leur village jusqu'en ville, puis un taxi de la ville jusqu'aux foyers de la mine où elles attrapent un car de l'entreprise jusqu'à leurs puits respectifs. C'est un trajet qui est long, dangereux et coûteux, et qui peut représenter près d'un tiers de leur salaire – entre 120 et 150 dollars par mois.

Les difficultés ne s'arrêtent pas en arrivant au puits, mais s'intensifient lorsqu'on entre dans la cage qui vous descend de la surface jusqu'aux galeries, qui se situent à deux ou trois mille mètres sous terre. Entrer dans une cage de la taille d'un ascenseur était toujours un choc brutal, un évènement vécu comme une agression. Vous êtes prise dans des bousculades et vous retrouvez entourée d'au moins une cinquantaine de travailleurs étroitement serrés contre vous. Dans un tel espace, pour respirer normalement, tandis que vos jambes ballottent dans l'air, il faut synchroniser sa respiration avec celle de la personne la plus proche de vous. À l'intérieur de la cage, les lampes sont éteintes, c'est une règle non écrite. Dans cette obscurité, certains travailleurs profitent de la situation pour caresser votre poitrine sachant que vous ne pouvez pas bouger ou allumer votre lampe pour les dénoncer et les identifier.

Quand vous arrivez sous terre, c'est un autre monde : sombre, poussiéreux, chaud et humide, avec des roches saillantes et des flaques d'eau. Les galeries sont petites, parfois pas plus d'1,20 mètre, et pour se déplacer d'un bout à l'autre il faut ramper et surveiller les roches qui peuvent se révéler dangereusement instables. Parfois, il faut passer huit heures dans ces galeries, à travailler à genoux pour installer des soutènements destinés à empêcher les roches de tomber pendant qu'on est en train de forer. C'est dans ces galeries que j'ai pris conscience que la mort pouvait être imminente.

>>

Mon travail sous terre allait de manœuvrer un treuil à pomper de l'eau, extraire du minerai, porter du matériel aux foreurs ou venir en aide à des membres de mon équipe. Manœuvrer un treuil était une opération délicate qui risquait d'entraîner la mort, puisqu'elle impliquait de contrôler le câble du treuil qui, en cas de mouvement maladroit de la main, pouvait facilement se désynchroniser et s'enrouler. Maîtriser la technique de manœuvre du treuil reposait plus sur une connaissance implicite que sur une formation théorique.

Tandis que tous les travailleurs avaient des activités et des responsabilités spécifiques, en tant que femmes nous étions en plus considérées comme les assistantes des « vrais » travailleurs, à savoir les hommes. Il était très courant de voir un foreur vous appeler avec sa lampe pour tenir fermement son bâton de forage, ou un autre homme vous appeler pour l'« aider » à monter les cables d'ancrage utilisés pour soutenir l'éponte supérieure. Rien de tout cela n'était considéré comme du travail, seulement de « l'aide » ; n'était considéré comme du travail que ce qui était réalisé par les vrais travailleurs : les hommes. En tant que femmes, on nous désignait parfois pour des opérations de nettoyage ou pour aller chercher de l'eau pour les hommes de l'équipe. À la fin de la journée de travail, après les opérations de forage, nous chargions les trous de forage avec des explosifs et les raccordions au moyen de câbles munis d'un détonateur.

J'ai vite appris que pour survivre en tant que femme, il me fallait avoir la peau dure. Mais en plus de la peau dure, je devais trouver un moyen d'« être » sous terre. À côté des règles officielles que l'on m'avait apprises à l'extérieur et au centre de formation, il y avait des règles informelles, une logique et un ordonnancement différents qui prévalaient sous terre et qui étaient définis par les hommes. Ne pas tenir compte de cette logique signifiait que vous étiez une travailleuse illégitime. Pour être acceptée et considérée comme une vraie travailleuse de la mine, j'ai dû apprendre à marcher, parler, travailler, transporter du matériel, utiliser ma lampe comme le fait un travailleur de la mine. Le fait de travailler dans des équipes m'a fait découvrir les multiples « langages » utilisés pour communiquer sous terre. En plus du *fanakalo*, le langage pidgin parlé sous terre, j'ai dû apprendre d'autres « langages » qui étaient utilisés quand le bruit du forage submergeait nos galeries, le langage de la lampe et le langage du gant.

Aussi bien la violence ressentie dans la cage que les conditions dangereuses qui régnaient dans les galeries semblaient nécessiter une stratégie d'adaptation qu'au début je n'arrivais pas à mettre en place. Au moment où j'en prenais conscience, des travailleurs m'ont dit que pour survivre sous terre, il fallait « s'oublier soi-même » et d'autres ont ajouté « si tu t'emmènes sous terre tu peux provoquer des accidents ». Comment pouvais-je ne pas m'emmener sous terre ?, me demandais-je. Mais rapidement j'ai appris que s'oublier soi-même signifie adopter une identité différente, ou tout du moins négocier son identité et se comporter différemment. Les travailleurs appellent cela votre « moi sous terre » – un moi qui prend des risques, qui évite de penser que les roches peuvent s'effondrer ou de penser à la famille, un moi qui voit la violence ressentie dans la cage, le harcèlement sexuel et les secousses sismiques comme autant de phénomènes culturels. C'est aussi cette culture qui vous porte à penser que 120 décès par an dans les mines, « ce n'est pas si mal », jusqu'au moment où cela arrive à quelqu'un que vous connaissez ou avec qui vous avez travaillé. Et même dans ce cas, vous ne pouvez être perturbé que pendant deux jours, le jour où vous voyez les secouristes venir chercher le corps et le jour de deuil qui suit. Après cela, vous êtes supposé retourner à votre moi sous terre et continuer à faire progresser la production entre les roches instables.

De retour à la surface, je réfléchissais souvent aux contradictions du travail sous terre – le risque de mourir comme facteur de libération et de dignité – et de mes deux « moi », mon « moi » souterrain qui a pris des risques en écartant des roches branlantes et mon « moi » prudent du dehors. Alors que j'avais fait cela pour étayer ma recherche, beaucoup le font pour pouvoir donner à manger à leurs enfants, mettre un toit sur leur tête et leur permettre d'aller à l'école. J'en suis alors arrivée à la conclusion que peut-être la récompense d'avoir permis à ses enfants d'aller à l'école constitue l'élément de libération et de dignité pour celui ou celle qui risque sa vie. ■

Termes utilisés dans les mines

Abattage/Déblayage : processus de déblaiement des roches dynamitées, souvent à l'aide d'une pelle mécanique.

Cage : plateforme fermée, semblable à un ascenseur, utilisée pour transporter des travailleurs et du matériel sous terre.

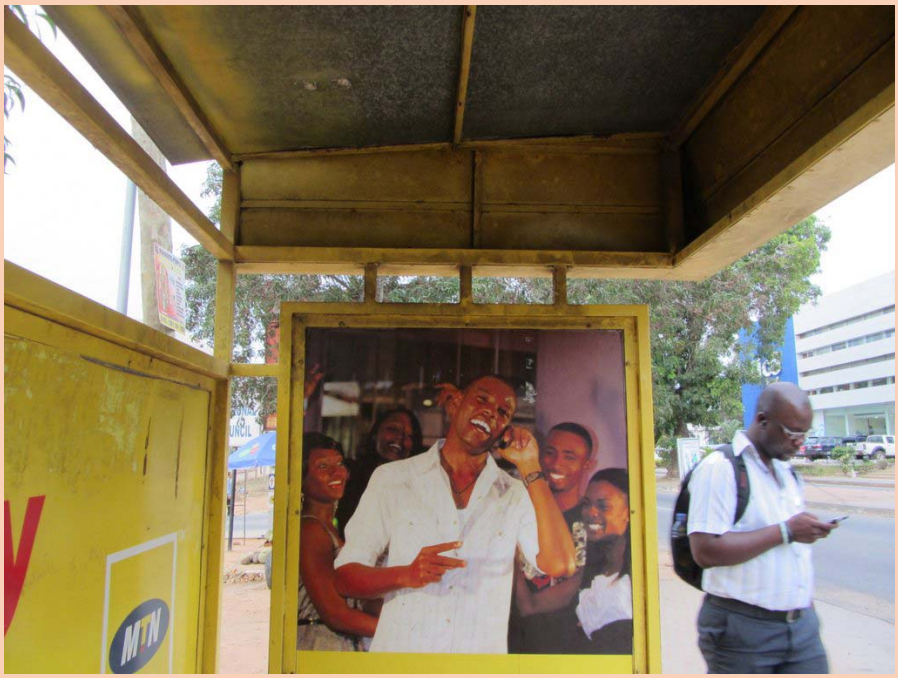
Galerie : ouverture ou chambre réalisée au cours du processus d'excavation et d'extraction du minerai.

Treuil : machine composée d'un tambour rotatif et d'une corde, utilisée pour gratter et extraire du minerai sur les aires de forage.

> Côte d'Ivoire

Le pouvoir symbolique du téléphone portable

Jordanna Matlon, Institut d'études avancées, Toulouse (France)



Le téléphone portable, symbole suprême de statut social.

La section des téléphones portables d'occasion ou volés est un endroit assez pitoyable du *black*[1] d'Adjamé. Des centaines d'hommes font la queue de chaque côté de l'artère principale. Chaque homme a sur lui un ou plusieurs téléphones qu'il agite désespérément en direction des passants pour se distinguer de la masse. Ils susurrent, sifflent ou interpellent ; certains tentent d'attirer l'attention d'un signe de la tête ou des mains, d'autres suivent sur quelques mètres l'acheteur potentiel, offrant un rabais avant même qu'on le leur demande. L'âge et la tenue de ces vendeurs ambulants varie : de tout jeunes adolescents aux tee-shirts crasseux et à l'air apeuré, des 20-30 ans, paisibles et sûrs d'eux, et des hommes âgés au visage fatigué portant chemise et pantalon corrects et décontractés. Ils proposent aussi bien des reliques vieilles comme Mathusalem que de véritables smartphones équipés d'une technologie que seule une fraction de la population d'Abidjan pourra jamais utiliser. Si tant est que l'offre est un indicateur de la demande, alors le marché des téléphones portables à Abidjan, en Côte d'Ivoire, est en plein essor.

Lorsque j'ai fait des recherches en 2008 et 2009 sur les moyens d'existence et les modes de vie des hommes abidjanais en situation de sous-emploi, j'ai trouvé une source très riche d'informations dans l'étude de la culture du téléphone portable en milieu urbain. À travers la ville, les panneaux d'affichage vantant les grandes compagnies de téléphone reproduisaient des images de clips, représentant des hommes branchés entourés de divas en pamoison – et d'un téléphone. Ces images suggestives ont un impact : dans l'ensemble du pays, il y a plus 17 millions d'abonnés à la téléphonie mobile sur une population de 22,4 millions, alors que 42% des Ivoiriens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Largement disponibles dans toute une gamme de prix, les téléphones portables sont généralement accessibles à des populations extrêmement marginales qui s'en servent de manière plus symbolique que fonctionnelle. Même des téléphones bon marché peuvent offrir une apparence clinquante en dépit de fonctionnalités limitées. C'est un aspect qui a été exploité par les spécialistes du marketing, qui enjolivent des modèles de base avec des couleurs brillantes ou des façades métallisées. Le prix du té-

>>

léphone d'occasion le moins cher peut descendre jusqu'à 5.000 francs CFA.[2]

Quand j'ai rencontré Calice, un vendeur de jus de fruit fauché de 23 ans, les écouteurs dans les oreilles, on aurait dit une publicité pour iPhone. C'était seulement une apparence : la batterie de son téléphone était morte depuis un certain temps et il ne pouvait pas s'en offrir une nouvelle. Pour cette acquisition, il avait quand même payé 27.000 francs CFA comptant et il continuait à payer les 40.000 francs CFA restants par mensualités.[3] Pour les hommes en particulier, le téléphone est devenu un accessoire indispensable. Dans les *maquis* (bars en plein air), on les voit posés ostensiblement sur les tables, silencieux ou diffusant de la musique, pendant que leurs propriétaires boivent un verre. En tant que marques de statut social, ils sont un moyen relativement démocratique de gagner en visibilité et d'accéder à l'univers de la technologie moderne de communication, et jouent désormais un rôle important dans la vie sociale des Abidjanais.

Les téléphones compensent l'anonymat de la vie dans les quartiers périphériques. Il est courant de trouver dans les banlieues d'Abidjan un nom et un numéro de téléphone, parfois seulement un numéro de téléphone, affiché sous forme de graffiti. Les numéros sont griffonnés sur les parois des échoppes, à l'arrière des taxis et sur les tables des *maquis*, peut-être avec le secret espoir que quelqu'un, quelque part, sera à la recherche d'un bon moment à passer. Un ami employé dans l'une des ambassades étrangères d'Abidjan est rentré après son dernier jour de travail avec une chemise couverte non pas d'inscriptions pour lui souhaiter bonne continuation mais de numéros de téléphone. Les numéros de téléphone sont un des rares moyens d'identification pour des populations dont la vie est marquée par son caractère non officiel : non enregistrées, sans papiers, invisibles. Ils sont le signe que l'on participe à la modernité et aux réseaux sociaux locaux ou éloignés, et la liste de « contacts » est une marque de statut social. Au cours d'une conversation, un musicien local du nom de Doug MC a sorti un magazine montrant un artiste ivoirien qui se produit à New York. Il m'a montré sur son portable le numéro de téléphone de cet homme aux États-Unis, et s'est vanté que cet ami l'appelait souvent. Or recevoir un appel est la preuve que quelqu'un se préoccupe suffisamment de vous pour payer une communication. Quand cela se passe en public, tout le monde alentour peut témoigner de ce fait : aux mariages, dans les salles de classe, au beau milieu de tristes réunions ou lors de cérémonies officielles, les téléphones se mettent à sonner, avec un niveau sonore toujours le plus élevé possible.

Si selon les stéréotypes occidentaux, pour s'attirer les faveurs d'une femme, un homme a besoin de l'emmener faire un tour dans sa voiture, à Abidjan c'est d'un téléphone dont il a besoin (et en cas de succès, il devra probablement lui en acheter un également, crédit d'appels inclus). Comme l'un de mes amis le faisait remarquer, c'est là à la fois un avantage et une malédiction : un homme achète à sa petite amie un téléphone non seulement pour l'impressionner, mais aussi pour la surveiller, et s'attend à ce qu'elle réponde à ses appels à tout moment. Les téléphones indiquent jusqu'où peuvent aller les moyens de consommation des hommes pauvres, et même parmi les populations les plus marginales, la plupart des hommes en avaient au moins un ; seuls les cas les plus désespérés n'en avaient pas. Avoir un téléphone, c'est être respecté. Quand j'ai demandé à Erick s'il a jamais eu envie d'avoir un meilleur portable que son modèle à 5.000 francs CFA, il m'a répondu « Évidemment que j'aimerais en changer. Je suis un être humain, et comme tous les êtres humains, j'ai de l'ambition ». Quant à Samuel, il m'expliquait qu'en tant qu'homme il a « des besoins biologiques, sentimentaux, et sociaux à satisfaire », avant d'ajouter : « Tout le monde apprécie un petit plaisir. Moi, par exemple, j'ai un téléphone portable Sony Ericsson ». Et plus on a de téléphones, mieux c'est : il n'y a rien d'étrange à porter sur soi deux ou trois téléphones, la raison avancée étant que chaque téléphone est connecté à un réseau différent et qu'on peut ainsi appeler des amis sur différents réseaux au meilleur tarif.

Quelle que soit leur valeur comme objet d'apparat, de loisir ou leur utilité pour recevoir des appels, les téléphones des Abidjanais des banlieues sont rarement utilisés pour passer des appels. Seul celui qui appelle paye, et ils ont rarement un crédit pour cela. Les appels que j'ai reçus provenaient souvent de *cabines*, qui sont des stands que l'on trouve partout, composés d'un petit banc et d'une table en bois habituellement occupés par un jeune homme ou une jeune femme avec un téléphone portable et un gros crédit valable sur tous les réseaux. Le crédit est disponible jusqu'à 100.000 francs CFA, et plus vous achetez de crédit d'un coup, plus vous gagnez de *bonus*, c'est-à-dire de crédit gratuit. Il arrivait aussi qu'une personne qui m'appelait raccrochait aussitôt (en attendant que je la rappelle). Ou bien on me « bipait », c'est-à-dire qu'on m'envoyait un texto automatique et gratuit me demandant de rappeler le numéro. Et si quelqu'un attend un appel, un ami ou petit ami peut envoyer un crédit à celui qui appelle par l'intermédiaire d'une *cabine*. Mais contrairement à ce qui se passe avec *tag, you're it*, le fait que quelqu'un appelle indique une hiérarchie entre l'appelant et l'appelé. Ceux qui ont plus d'argent appellent ceux qui en ont moins de la même façon que les *big men* africains maintiennent leur statut à travers des relations de type paternaliste. Les soutiens financiers et en nature assurent non seulement une domination mais créent une dette sociale. ■

[1] Sous le nom anglais de *black*, cette partie d'Adjamé – le plus grand marché d'Abidjan – était connue pour être un endroit mal famé où l'on revendait souvent des marchandises volées.

[2] À l'époque de ma recherche, 1 dollar US valait approximativement 500 francs CFA.

[3] Les hommes justifiaient souvent des achats en téléphonie exorbitants en disant que c'était un moyen de garder leurs économies, et que s'ils avaient besoin d'argent ils vendraient leur téléphone pour acheter un modèle moins cher. Aucun de ces hommes n'avait de compte en banque.

> Compte rendu

de la Conférence de l'Association européenne de Sociologie, Turin 2013

Jennifer Platt, Université du Sussex (Royaume-Uni) et Vice-Présidente des Publications de l'ISA (2010-14)

Le Comité exécutif de l'ESA et le comité local d'organisation à Turin.

Le Comité des Publications de l'ISA a pour politique de déléguer des membres de son comité à des conférences clés pour rendre compte de ce qui s'y passe et ainsi informer nos rédacteurs en chef ; voici l'un de ces comptes rendus. Mais comment rendre compte d'une conférence entière ? Au moins 2.600 personnes auraient assisté à cette conférence, pour laquelle 4.000 résumés ont été reçus, dont 3.200 ont été acceptés. Il est évidemment impossible pour une seule personne d'assister à toutes les séances lorsque tant d'activités ont lieu simultanément. J'ai choisi d'aller à autant de séances différentes que possible, sur des sujets très divers, sans tenir compte de mes centres d'intérêt personnels ou bien en en tenant compte mais guidée en cela par le souci de découvrir des approches nouvelles ou inconnues. Le fait d'avoir adopté cette stratégie explique peut-être pourquoi j'ai eu l'impression qu'il y avait beaucoup plus de personnes que je n'avais l'habitude d'en rencontrer dans les conférences qui exerçaient leur activité dans un environnement politique plutôt que dans un environnent universitaire. Quelle qu'en soit la raison, j'ai trouvé que cela permettait

>>

d'avoir un point de vue intéressant sur certaines questions et d'accéder à des informations qui ne sont pas habituellement accessibles à tous les chercheurs. Cela a également impliqué que les sociologues issus du milieu universitaire ont eu davantage l'occasion que de coutume de communiquer l'objet de leurs recherches au monde politique.

La durée des séances était fixée à une heure et demie, et les séances non plénières comptaient normalement entre trois et quatre communications, leurs auteurs disposant par conséquent d'un laps de temps très court pour les présenter, ce qui a eu pour effet d'encourager l'exposé de données sans théorie ou de théorie sans données. Un maximum de participants ont eu l'occasion de présenter une communication, ce qui n'était pas vraiment un avantage pour l'auditeur ! Il était difficile d'imaginer à quoi aurait ressemblé une version plus longue de ces communications, susceptible d'être publiée. Cependant, la structure de base de ces communications a permis de faire ressortir clairement un certain nombre d'éléments clés. En voici un aperçu[1] :

- La laïcité ne doit pas être considérée comme l'un des éléments fondamentaux de la modernité.

- Il serait utile de catégoriser les anciens pays communistes comme postcoloniaux.

- L'étude des pratiques commerciales dans le domaine des loisirs permettrait sans doute de mieux comprendre le phénomène de la stratification culturelle.

- La crise pourrait être à l'origine de nouvelles possibilités créatives, en accordant une plus grande visibilité aux choix subjectifs de la jeune génération.

- Les réactions des gouvernements face à la crise financière ont des implications pour les professionnels de la santé qui doivent être prises en considération par la sociologie des professions.

- Les méthodes biographiques performatives et basées sur les arts, excellentes en leur genre, peuvent se révéler difficilement accessibles au grand public. Dans une étude de grande ampleur sur les identités européennes, une approche fondée sur la *grounded theory* [théorie ancrée] a permis de dégager huit types différents de sentiments d'identité européenne.

- Les personnes âgées estiment que les liens faibles qu'elles entretiennent avec d'autres en marge de leurs cercles sociaux fournissent un soutien important dans la mesure où ils supposent moins d'obligations que les liens avec des personnes plus proches, comme par exemple la famille.

- Beaucoup de gens (notamment en Allemagne et en Suisse) travaillent actuellement sur les aspects de la mode.

- La sociologie de la famille a négligé les ménages composés d'une personne.

- Le degré de succès des partis d'extrême droite dépend de facteurs tels que les modes de scrutin (le vote obligatoire et les possibilités de radiodiffusion faisant intervenir des secteurs de la population hostiles à la politique) et l'existence ou non d'un parti de la droite modérée comme alternative.

- Aujourd'hui, les partis de droite portent leur attention sur l'ethnoculture plutôt que sur la « race » ; les boucs émissaires ou objets d'identification négative ne sont pas les mêmes dans les différentes régions d'Europe – l'islam à l'Ouest, le passé communiste à l'Est.

- Un certain nombre de communications qui s'appuyaient sur des données secondaires provenant d'enquêtes et qui apportaient une description sans explications, conduisent à penser qu'il serait utile de disposer de quelques comparaisons méthodologiques bien réfléchies avec des approches « qualitatives » utilisant des échantillons plus restreints et moins clairement représentatifs.

L'ESA est sur le point de lancer une nouvelle revue scientifique, qui vient s'ajouter à *European Societies*. La version électronique de ces deux publications sera accessible gratuitement pour les membres de l'ESA. La nouvelle revue, intitulée *European Journal of Cultural and Political Sociology*, sera elle aussi publiée par Routledge. Le premier numéro sortira en mars 2014. L'équipe de rédacteurs en chef est composée de Paul du Gay, Ricca Edmondson, Eeva Luhtakallio et Charles Turner. Parmi les 19 membres du comité de rédaction, sept sont établis en dehors de l'Europe et, étonnamment, aucun pour le moment n'est établi en Europe de l'Est. ■

[1] De nombreuses informations sur le programme de la conférence restent accessibles sur le site web de l'ESA : http://www.europeansociology.org/conferences/11th-esa-conference.html

> Déclaration finale

adoptée par l'Assemblée générale du XXIXe Congrès de l'Association latino-américaine de Sociologie (ALAS)

« Crises et urgences sociales en Amérique latine », thème du XXIXe Congrès de l'ALAS qui s'est tenu à Santiago.

À Santiago, la capitale du Chili, 4.168 sociologues venus de 30 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'ailleurs, se sont réunis du 29 septembre au 4 octobre 2013 pour un congrès qui a compté 33 groupes de travail, 79 panels, 86 présentations de livres et 5 conférences plénières. Douze manifestations préparatoires ont contribué avec succès à faire connaître les objectifs du Congrès et dynamisé la participation au sein de notre Association. Les initiatives les plus marquantes de ce Congrès de l'Association latino-américaine de Sociologie (ALAS) resteront sans aucun doute l'inclusion de centaines d'étudiants et jeunes sociologues ainsi que la formation de réseaux pour échanger informations et expériences.

Cette année 2013 marquait le 40e anniversaire du coup d'État au Chili, et pas un seul participant au Congrès n'a échappé aux intenses débats et réflexions critiques que cela a suscité à la fois au Congrès et dans l'ensemble du pays, sur les conséquences d'un évènement aussi barbare ainsi que sur le long silence imposé sur ce traumatisme, que les intellectuels conservateurs, les gouvernements et les organisations internationales ont perçu comme l'indice de la refondation capitaliste au Chili et dans l'ensemble de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, la rigueur de nos études se conjugue de manière dynamique avec une expansion de la capacité critique ainsi qu'avec des mouvements sociaux et politiques dans tout le continent qui possèdent une grande vitalité et un pouvoir de transformer les choses. Ces dernières années, plusieurs mouvements se distinguent :

- La lutte des immigrés latino-américains en faveur de véritables ré-

>>

formes aux États-Unis pour que soient reconnus leurs droits au travail, à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale et bien sûr, la possibilité pour les communautés et les familles latino-américaines de vivre dans ce pays sans être persécutées.

- La lutte des syndicats démocratiques d'enseignants au Mexique, qui réclament une vraie réforme de l'enseignement et la fin des licenciements programmés d'enseignants qui appartiennent au syndicat le plus important du continent (1.200.000 enseignants).

- La lutte dans l'ensemble du continent contre l'appropriation illégale et l'exploitation sauvage des ressources naturelles et stratégiques de notre région, comme par exemple le pétrole, le gaz, les mines, l'agriculture, la pêche, les forêts, les côtes et l'eau.

- La profusion de revendications en Colombie en faveur de véritables négociations de paix pour mettre fin au plus long et douloureux conflit du continent.

- La courageuse et inlassable lutte du peuple cubain pour le respect de sa souveraineté et la levée du blocus.

- La lutte pour la reconnaissance et la fin des agressions commises contre les gouvernements démocratiquement élus du Venezuela, de Bolivie, d'Argentine, du Brésil, d'Uruguay et d'Équateur.

- La lutte pour une véritable et profonde transformation démocratique dans tous les pays de la région.

- La lutte contre les réductions néolibérales des budgets de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale et des retraites.

- La lutte contre la violence, la terreur et la présence toujours plus grande des équipements de sécurité dans la vie des communautés et des peuples.

- La lutte contre la corruption et les dépenses extravagantes de gouvernements, de dirigeants et de bureaucrates extrêmement riches alors même que leurs peuples sont de plus en plus pauvres.

- Les luttes contre ce qui fait obstacle aux programmes sociaux et aux politiques publiques.

- La lutte contre l'espionnage des États-Unis dans l'ensemble de nos pays.

- La lutte pour retrouver une pleine souveraineté pour nos nations et l'autonomie des peuples indigènes, des peuples d'ascendance africaine et des peuples insulaires.

Pour rendre compte de tout cela, un travail systématique est nécessaire de la part des sociologues du continent. Ils nous incombe de partager nos connaissances et de diffuser les résultats de nos recherches concernant les problèmes sociaux les plus pressants : le risque de dévastation des terres, la pauvreté, l'exclusion, l'insécurité, la violence, et la vulnérabilité de la majorité de la population face aux désastres naturels et aux crises économiques. Nous devons chercher à assurer la pleine liberté d'expression, d'association et de critique pour tous les habitants du continent ; à institutionnaliser les politiques visant à améliorer le bien-être de la population conçues par des États qui assument leur responsabilité sociale, conformément aux droits de tous les individus et de tous les peuples ; à surmonter toutes les formes de colonialité du savoir et du pouvoir, moyennant une autonomie et une intégration scientifiques véritables, sans paramètres d'évaluation imposés par des organismes internationaux et en assurant le libre accès à la production et à l'échange de savoirs. Ces objectifs sont à la base de notre engagement et des promesses pour l'avenir de notre Association.

Nos universités et établissements d'enseignement supérieur, qu'ils soient publics ou privés, doivent tout mettre en œuvre pour assurer un renouvellement constant de leur travail de recherche, de façon à apporter à nos sociétés et à nos États les fondements à partir desquels établir des engagements solides au profit des plus démunis, et à défendre la justice, la liberté et la diversité.

L'ALAS incarne ces aspirations et assume la responsabilité de continuer sur cette voie que l'Association a suivie jusqu'ici, tout en mettant tout en œuvre pour intégrer un plus grand nombre de sociologues – en respectant et reconnaissant la pluralité de leurs approches théoriques, de leurs expériences pratiques et de leurs identités – pour un monde où tous nous aurions notre place. ■

Vive l'ALAS !
Vive notre Amérique !

> Transformations sociales et ère numérique

Elisa P. Reis, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil), ancien membre du Comité exécutif de l'ISA (2006-2010) et représentante de l'ISA auprès du CISS[1]

Elisa Reis, la nouvelle Vice-Présidente du CISS.

Alberto Martinelli, le nouveau Président du CISS.

Le Forum mondial des sciences sociales organisé par le CISS (Conseil international des sciences sociales) à Montréal du 13 au 15 octobre 2013 avait pour thème « Transformations sociales et ère numérique ». En provenance de 60 pays, plus d'un millier de spécialistes en sciences sociales, de responsables scientifiques et d'experts du numérique ont participé au Forum, où quelque 750 communications ont été présentées et plusieurs manifestations parallèles organisées par les partenaires du CISS.

Les séances plénières, qui étaient axées sur des questions cruciales pour la société d'aujourd'hui, ont attiré un public nombreux et ont été l'occasion d'intenses échanges entre les différentes disciplines des sciences sociales. Le CISS a convié un groupe dynamique de jeunes chercheurs qui ont non seulement présenté leurs travaux mais aussi posé des questions stimulantes et nous ont tous encouragés à faire de la recherche en collaboration.

L'ISA a organisé une séance sur les principaux thèmes de la sociologie canadienne actuelle afin d'évaluer les avantages, les promesses, les inconvénients et les incidences de l'ère numérique sur la production du savoir et l'intervention des pouvoirs publics. Sous le titre « Comprendre les transformations sociales à l'ère numérique, Canada 2013 – La sociologie canadienne avant le Congrès mondial de l'ISA de 2018 », quatre communications ont permis de donner un échantillon représentatif de la sociologie canadienne d'aujourd'hui. Patrizia Albanese, présidente élue de l'Association canadienne de Sociologie et présidente du Comité Local d'Organisation du XIX[e] Congrès mondial de l'ISA prévu à Toronto en 2018, et ses collègues Howard Ramos, Rima Wilkes et Cheryl Teelucksingh, ont donné un brillant aperçu du congrès de l'ISA qui suivra celui de Yokohama.

L'ISA a également participé à la séance sur « La transformation du paysage géopolitique au XXI[e] siècle : Droits de l'homme et éthique ». Ce panel, organisé par Saths Cooper, Président de l'Association internationale de Psychologie, a anticipé sur le prochain Forum mondial des Sciences Sociales du CISS qui portera sur le thème « Transformer les relations mondiales pour un monde juste ». Pour ce III[e] Forum mondial des Sciences sociales qui aura lieu à Durban (Afrique du Sud) en septembre 2015, nous espérons une forte participation des membres de l'ISA, en particulier de la jeune génération. ■

[1] Note du directeur de la publication : Nos félicitations à Elisa Reis, qui a été élue Vice-Présidente du CISS, et à Alberto Martinelli (ancien président de l'ISA de 2000 à 2004), qui a été élu Président du CISS au Forum de Montréal.

> L'équipe éditoriale de *Dialogue Global* en russe

Elena Zdravomyslova, Université européenne à Saint-Pétersbourg, et membre du Comité exécutif de l'ISA (2010-14)

Notre équipe est une équipe flexible. Le noyau dur des traducteurs est formé par Elena Nikiforova, Anna Kadnikova et Asja Voronkova. D'autres participent au projet plus ou moins régulièrement, et il est prévu d'inclure de nouveaux membres ainsi qu'une certaine rotation. Nous appartenons à différents instituts de sociologie. À l'heure actuelle, les résultats de ce projet sont diffusés par l'Association de Sociologie de Saint-Pétersbourg, qui est une branche régionale de la Société russe de Sociologie. Nous sommes heureux de compter parmi les équipes transnationales de traducteurs de *Dialogue Global*. Notre travail sur la version russe nous permet d'être au fait des débats actuels au sein de la communauté internationale des sociologues et contribue à élargir notre horizon sociologique. Nous évoluons en cherchant des équivalents russes à tel ou tel terme ou concept : ce travail de traduction dans le domaine de la sociologie constitue un bon exemple d'« apprentissage par la pratique » ! Nous souhaitons à *Dialogue Global* de continuer à rendre compte de la diversité des questions et des points de vue sociologiques, et souhaitons à cette publication d'être internationalement connue ! ■

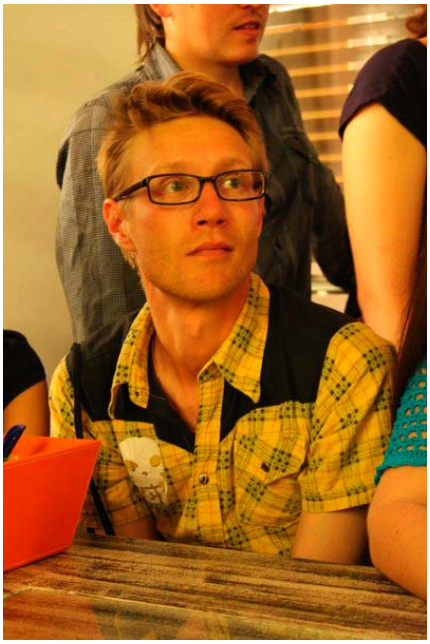
Elena Zdravomyslova, docteure en sociologie, est professeure à l'Université européenne à Saint-Pétersbourg (UESPb), co-directrice du Programme d'Études sur le Genre à l'UESPb et responsable de projet au *Centre for Independent Social Research* [Centre pour une Recherche sociale indépendante]. Ses domaines de recherche et d'enseignement comprennent notamment les études de genre, les mouvements féministes et les méthodes de recherche qualitatives. Elle est spécialisée dans les relations de genre en Russie, la théorie féministe, la sociologie de l'aide à la personne et la recherche biographique.

Anna Kadnikova est titulaire d'un master de sociologie de l'Université européenne à Saint-Pétersbourg. Elle s'intéresse à la mobilisation anti-avortement de ces dix dernières années en Russie.

Elena Nikiforova est chercheuse au *Centre for Independent Social Research* de Saint-Pétersbourg. Après une licence de sociologie à l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, elle a poursuivi ses études à la Faculté de Relations internationales de cette université et obtenu un master du Département des Études internationales de l'Université de Limerick (Irlande). Ses sujets de recherche actuels concernent le domaine de la mobilité et de l'espace et sont largement influencés par le débat sur la « glocalisation » et le transnationalisme, ainsi que l'étude des « frontières ». À ce jour, ses travaux ont essentiellement porté sur les transformations des lieux, des identités et des trajectoires de vie en liaison avec la reconfiguration permanente de l'espace politique dans l'ancien empire soviétique. Elle s'intéresse notamment (mais pas uniquement) aux États baltes (surtout à l'Estonie et à la Lettonie), au nord-ouest de la Russie et au Grand Nord russe.

>>

Asja Voronkova est musicienne et fondatrice du groupe de rock *Patience Airways*. Elle est titulaire d'une licence de la Faculté Smolny de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg (Russie) et du Bard College (États-Unis). Elle est l'auteure d'études sur la sociologie de la musique rock, et s'intéresse plus particulièrement au style métal extrême comme phénomène de la culture des jeunes. Elle travaille comme traductrice pour la revue de sociologie *Laboratorium*.



Alexander Kondakov, est titulaire d'un master de l'Institut international de Sociologie du Droit et chercheur au *Centre for Independent Social Research* de Saint-Pétersbourg. Il s'intéresse à la sociologie du droit et aux *queer studies*. Ses recherches actuelles portent sur les controverses soulevées par la question de la citoyenneté sexuelle en Russie.

Yuliya Martinavichene enseigne au sein du Département des Médias de l'Université européenne des Humanités de Vilnius (Lituanie) et prépare son doctorat au sein du Département de Philosophie. Ses principaux sujets de recherche concernent la sémiotique visuelle, la publicité des services publics ainsi que la philosophie et la sociologie des identités collectives. Elle a consacré son mémoire de master à l'étude de la publicité extérieure des services publics biélorusses et de son intérêt au plan discursif.

Ekaterina Moskaleva est diplômée en sociologie de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg. Ses recherches concernent le domaine des relations publiques et des arts et elle a participé à deux grandes manifestations, l'*International Franchise Festival* et le *Geek Picnic*, comme responsable de projet, et au Critical Mass 2013 comme chercheuse et organisatrice d'évènement. Elle est actuellement responsable de projet au sein de la section à Saint-Pétersbourg de l'École des Hautes Études en Sciences économiques (Russie).